

MAGAZINE D'ANALYSES ET DE RÉFLEXIONS DE LA DIPLOMATIE TOGOLAISE / A QUARTERLY MAGAZINE OF ANALYSES AND REFLECTIONS OF TOGOLESE DIPLOMACY

DIPL MAG

N°499/23/06/14/HAAC

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES TOGOLAIS DE L'ÉTRANGER

Janvier-Mars / January-March / N°21

LE TOGO HONORE SA DIASPORA

NUIT DES RÉUSSITES
DIASPORA



LES RÉUSSITES DIASPORA 2019-2020

DIASPORA SUCCESS 2019-2020

Achetez vos billets en ligne.

Fiable - Rapide - Sécurisé



www.flyasky.com



Asky Airlines



The Pan African Airline

EDITORIAL

Par S. E. Prof. Robert DUSSEY, *Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'étranger*
By H.E. Prof. Robert DUSSEY, *Minister of foreign affairs, african integration and Togolese nationals abroad*

LE TOGO DE PLUS EN PLUS ATTRACTIF: DES REFORMES QUI FAVORISENT LES ACTIVITES ECONOMIQUES

TOGO IS BECOMING MORE AND MORE ATTRACTIVE: REFORMS THAT PROMOTE ECONOMIC ACTIVITIES

La paix est un indicateur de développement, mieux une condition du développement. Plus un pays est en paix, plus il conserve sa capacité de résilience lui permettant d'avancer dans un mouvement d'arrachement à soi dont l'horizon est le développement. Fort de la paix et de la sécurité qui y règnent, notre pays, sous le leadership du Chef de l'Etat, **Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé**, s'est distingué en 2019 par de belles performances économiques, résultant de la volonté politique affirmée du gouvernement d'accorder une place importante au secteur privé en tant que levier essentiel pour soutenir le développement des secteurs économiques porteurs. Le gouvernement a travaillé sur le plan structurel de façon à renforcer la liberté positive du secteur privé et à lui donner plus de possibilités réelles.

La progression économique constante du pays s'appuie sur une politique innovante d'amélioration de l'attractivité économique qui a permis à notre pays de se hisser à la première place des pays les plus réformateurs du continent africain et à la troisième place à l'échelle mondiale comme le révèle le dernier classement « Doing Business » de la Banque mondiale. Pour y arriver, des mesures vigoureuses ont été prises par le gouvernement pour faciliter la création de sociétés, rendre moins coûteuse l'obtention du permis de construire, accélérer le raccordement au réseau électrique, simplifier l'enregistrement des titres de propriété et pour obtenir

Pace is an indicator of development, even better, a condition for development. The more a country is in peace, the more it retains its capacity for resilience allowing it to move forward in a movement of self-esteem whose horizon is development. Strengthened by the peace and security that reign thereto, our country, under the leadership of the Head of State, **His Excellency Faure Essozimna Gnassingbé**, distinguished itself in 2019 by good economic performances, resulting from the asserted political will of the government to give an important place to the private sector as an essential lever to support the development of promising economic sectors. The government has worked structurally to strengthen the positive freedom of the private sector and to give it more real opportunities.

The country's constant economic progress is based on an innovative policy of improving economic attractiveness which has enabled our country to rise to the first place among the most reforming countries on the African continent and to third place worldwide as revealed by the latest World Bank « Doing Business » ranking. To achieve this, vigorous measures have been taken by the government to facilitate the creation of companies, make it less expensive to obtain building permits, speed up connection to the electricity grid, simplify the registration of property titles ●●●

••• plus aisément un crédit bancaire. Le Togo évolue aujourd'hui dans un univers de structures et d'institutions qui soutiennent et favorisent les activités économiques. Le prix Nobel d'économie et le philosophe Amartya Kumar Sen a bien raison d'écrire dans son livre *Un nouveau modèle économique* (2003, p. 191) :

« Les possibilités qui s'offrent à nous, les perspectives que nous traçons dépendent, de façon décisive, des institutions existantes et de la façon dont elles fonctionnent. Parce qu'elles contribuent à nos libertés, on peut même évaluer leur rôle à cette aune. » L'évaluation et le classement « Doing Business » traduisent bien une réalité.

Les réformes, qui seront poursuivies et amplifiées, s'inscrivent dans une politique socio-économique ambitieuse visant à accélérer la cadence de transformation structurelle de l'économie nationale afin de générer une croissance forte, durable, résiliente, inclusive et créatrice d'emplois, à même d'améliorer le bien-être social. C'est l'objectif assigné par le gouvernement au Plan national de développement (PND) dont le lancement officiel par le Chef de l'État, le 04 mars 2019, a constitué un moment marquant de l'année 2019. Le PND tire ses fondements du projet de société du chef de l'Etat ainsi que des engagements souscrits par le Togo au niveau communautaire, continental et international notamment la vision 2020 de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) et l'agenda 2030 de développement durable des Nations Unies.

RÉFORMES STRUCTURELLES, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET MIEUX-ÊTRE COLLECTIF

Créer un environnement propice à l'essor des activités économiques est l'enjeu des réformes structurelles voulues et mises en œuvre par le gouvernement. La réforme de l'univers des structures et des institutions intervenant dans le fonctionnement des activités économiques repose sur la conviction selon laquelle le développement économique est au rendez-vous quand les institutions sont justes, moins lourdes dans le mécanisme de leur fonctionnement, encouragent et soutiennent la prise d'initiatives et l'innovation. Dans un contexte sous-régional difficile, marqué par la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire, le développement économique représente la meilleure garantie contre l'instabilité et un puissant rempart contre l'obscurantisme idéologique, l'extrémisme violent et le terrorisme.

La grande pauvreté, le sentiment d'être marginalisé et exclu des avantages sociaux et publics, la précarité ou la « misère du monde » telle qu'analysée et décrite par un ouvrage qui porte le même titre publié en 1993 sous la direction du sociologue Pierre Bourdieu, ont des coûts sociaux, politiques et sécuritaires importants. Ils constituent un terrain fertile, propice à l'implantation, au développement et à l'expansion de l'extrémisme violent et du

*and to obtain more easily bank credit. Togo is evolving today in a universe of structures and institutions that support and promote economic activities. The Nobel Prize winner in economics and the philosopher Amartya Kumar Sen is quite right to write in his book *A New Economic Model* (2003, p. 191): «The possibilities open to us, the perspectives that we trace depend, decisively on existing institutions and how they work. Because they contribute to our freedoms, we can even assess their role by this yardstick. The « Doing Business » rating and ranking is a true reflection of this.*

The reforms, which will be continued and amplified, are part of an ambitious socio-economic policy aimed at accelerating the pace of structural transformation of the national economy in order to generate strong, sustainable, resilient, inclusive and job-creating growth, able to improve social well-being. This is the objective assigned by the government to the National Development Plan (PND), the official launch of which by the Head of State, on March 04, 2019, was a highlight of the year 2019. The PND draws its foundations of the project of society of the Head of State as well as the commitments subscribed by Togo at community, continental and international level including the 2020 vision of the Economic Community of West African States (ECOWAS), the African Union (AU) Agenda 2063 and the United Nations 2030 Sustainable Development Agenda.

STRUCTURAL REFORMS, ECONOMIC DEVELOPMENT AND COLLECTIVE WELL-BEING

Creating an environment conducive to the growth of economic activities is at stake in the structural reforms desired and implemented by the government. The reform of the universe of structures and institutions involved in the functioning of the sphere of economic activities is based on the conviction that economic development is at the rendezvous when the institutions are fair, less cumbersome in the mechanism of their functioning, encourage and support initiative-taking and innovation. In a difficult sub-regional context, marked by the deterioration of the security and humanitarian situation, economic development represents the best guarantee against instability and a powerful bulwark against ideological obscurantism, violent extremism and terrorism.

Extreme poverty, the feeling of being marginalized and excluded from social and public benefits, precariousness or the « misery of the world » as analyzed and described by a book with the same title published in 1993 under the direction of sociologist Pierre Bourdieu have significant social, political and security costs. They provide fertile ground for the establishment, development and expansion of violent extremism and terrorism that threaten to destabilize the countries of the subregion and undermine their economic and social development. In his address on the subject,

terrorisme qui menacent de déstabilisation des pays de la sous-région et sapent leur développement économique et social. Dans son adresse sur le sujet, au Chatham House en juin 2019, le Chef de l'Etat indiquait à juste titre que « lorsque la conjoncture de la pauvreté et l'absence de perspectives nourrissent chez la jeunesse le sentiment que la puissance publique est défaillante, voire absente, elle devient particulièrement réceptive aux messages radicaux et extrémistes ».

Conscient de l'enjeu, le gouvernement œuvre à opposer, dans une dynamique préventive, au danger le développement économique. Pour gagner la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, nous devons relever le défi du développement économique. En outre, le développement économique induira au plan collectif le mieux-être par l'amélioration constante des conditions de vie des populations, en particulier des couches les plus vulnérables, et la satisfaction des attentes de justice sociale. La justice sociale, dit John Rawls dans Théorie de la justice (1987), implique non seulement l'égalité des libertés et des droits de tous, mais également la redistribution des ressources induites par le développement économique au grand bénéfice des membres les plus désavantagés de la société. L'ensemble de l'appareil gouvernemental, chaque département ministériel et structure administrative, chacun jouant sa partition, est mobilisé afin d'apporter à tous bien-être et prospérité.

Le développement économique est un facteur essentiel de la réussite des politiques publiques de lutte contre la pauvreté. Mais, il présente d'autres avantages dont celui relatif au concours du contexte. La prospérité économique fait advenir un contexte ou environnement d'affaires qui soutient et capacite d'autres initiatives. Les initiatives prises et les investissements faits dans un contexte d'essor économique ont souvent plus de chance de tenir leurs promesses. En travaillant au développement économique de notre pays, le gouvernement veut donc encourager et soutenir plus d'initiatives, inciter les acteurs privés, nationaux comme étrangers, à investir plus au Togo qui est devenu un pays attractif non seulement grâce aux réformes entreprises, mais aussi grâce à une diplomatie économique.

UNE ACTION DIPLOMATIQUE CENTRÉE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Depuis quelques années, la diplomatie togolaise, sous l'impulsion du Chef de l'Etat, s'est inscrite dans une perspective économique, portant prioritairement son action vers la promotion des intérêts économiques du Togo et la mobilisation des investissements privés étrangers créateurs d'emplois. L'année 2019 a été particulièrement illustrative de ce changement de paradigme avec un foisonnement d'initiatives diplomatiques ayant pour but le financement du PND et plus globalement le

at Chatham House in June 2019, the Head of State rightly stated that «when the conjuncture of poverty and the lack of perspectives nourish among the youth the feeling that the public power is failing , even absent, it becomes particularly receptive to radical and extremist messages ».

Aware of the issue, the government is working to counter economic development in a preventive dynamic. To win the fight against violent extremism and terrorism, we must meet the challenge of economic development. In addition, economic development will induce collective well-being by the constant improvement of the living conditions of the populations, in particular of the most vulnerable strata, and the satisfaction of expectations of social justice. Social justice, says John Rawls in Theory of Justice (1987) involves not only equality of freedoms and rights for all, but also the redistribution of resources brought about by economic development to the benefit of the most disadvantaged members of the society. The entire government apparatus, each ministerial department and administrative structure, each playing its part, is mobilized in order to bring well-being and prosperity to all.

Economic development is an essential factor in the success of public policies to combat poverty. However, it has other advantages including that relating to the context contribution. Economic prosperity brings about a business environment or environment that supports and enables other initiatives. Initiatives taken and investments made in a context of economic growth are often more likely to keep their promises. By working for the economic development of our country, the government therefore wants to encourage and support more initiatives, encourage private actors, both national and foreign, to invest more in Togo which became an attractive country not only thanks to the reforms undertaken, but also through economic diplomacy.

DIPLOMATIC ACTION FOCUSED ON ECONOMIC DEVELOPMENT

For a few years, Togolese diplomacy, under the impetus of the Head of State, has taken an economic perspective, focusing primarily on promoting the economic interests of Togo and mobilizing foreign private investment that creates jobs. The year 2019 was particularly illustrative of this paradigm shift with a proliferation of diplomatic initiatives aimed at funding the PND and more generally the development of the country. One of the highlights of Togolese diplomacy in this regard was the organization, on June 13 and 14, 2019, of the first edition of the Togo-European Union Forum. This major event made it possible to highlight, in front of an audience of more than 400 private investors, including 300 from the EU, the economic potential of Togo and to translate the opportunities into partnerships, contracts and projects. On

développement du pays. L'un des moments forts de la diplomatie togolaise, à cet égard, a été l'organisation, les 13 et 14 juin 2019, de la première édition du Forum Togo-Union européenne. Cet événement majeur a permis de mettre en relief, devant un parterre de plus de 400 investisseurs privés dont 300 de l'espace UE, les potentialités économiques du Togo et de traduire les opportunités en partenariats, contrats et projets. En cette occasion, trois accords importants ont été signés, à savoir l'acte d'adhésion du Togo au Centre de développement de l'OCDE, le lancement de la Chambre de commerce européenne au Togo et le Mémoire d'entente entre les Chambres de commerce et d'industrie du Togo et de l'Union européenne.

Dans la même veine, la diplomatie togolaise a poursuivi, dans un contexte de raréfaction des ressources publiques et conséquemment de l'aide publique au développement, son engagement, aux côtés des ministères techniques, dans la recherche de sources alternatives de financement du développement national et la diversification de celles-ci en multipliant les rencontres de haut de niveau. C'est le sens de la participation de notre pays aux rencontres internationales, régionales ou bilatérales, notamment en Afrique du Sud, au Japon pour le TICAD VII, au Royaume Uni, à Sochi, pour le sommet Russie-Afrique et tout récemment en Allemagne lors de la 2^e conférence G20 **Compact with Africa**. En marge de la conférence du G20, le Chef du gouvernement, **Son Excellence Monsieur Komi Selom KLASSOU**, représentant le Président de la République, a présidé un forum germano-togolais sur le thème « Quelles opportunités le Togo offre-t-il pour les petites et moyennes entreprises allemandes ? » Le forum a été l'occasion pour le gouvernement de présenter les potentialités économiques et les atouts dont dispose le Togo afin de capter des investissements privés allemands.

Une autre dimension de la présence et de l'action diplomatique du Togo à l'international ayant un volet économique est sa présidence du Groupe central de négociations du Groupe ACP pour le post-Cotonou, l'accord de Cotonou régissant les relations actuelles entre les ACP et l'UE arrivant à terme le 29 février 2020. Lancées depuis le 28 septembre 2018 en marge de la 73^e Assemblée générale des Nations unies, les négociations se sont poursuivies en 2019 et ont connu des avancées significatives aussi bien sur le socle commun de l'accord en préparation que sur les trois protocoles régionaux à savoir les piliers Afrique-UE, Caraïbes-UE et Pacifique-UE. En acceptant sa désignation à la présidence du Groupe central de négociations des ACP en 2018, le Togo était très intéressé par le choix des ACP d'avoir des relations économiques plus justes et équitables avec la partie européenne. Nous avons travaillé au cours de l'année passée au niveau des négociations à ce que cette volonté de changement puisse être concrètement prise en compte. Il s'agit bien de l'avenir économique des pays ACP dont le Togo qui œuvre, en outre, à impliquer davantage sa diaspora dans son effort de développement national.

this occasion, three important agreements were signed, namely the act of accession of Togo to the OECD Development Center, the launch of the European Chamber of Commerce in Togo and the Memorandum of Understanding between the Chambers of commerce and industry of Togo and the European Union.

*In the same vein, Togolese diplomacy continued, in a context of scarcity of public resources and consequently of public development aid, its commitment, alongside the technical ministries, in the search for alternative sources of financing for national development and the diversification of these by increasing the number of high-level meetings. It is the meaning of the participation of our country in international, regional or bilateral meetings, in particular in South Africa, in Japan for TICAD VII, in the United Kingdom, in Sochi, for the Russia-Africa summit and quite recently in Germany at the 2nd G20 **Compact with Africa** conference. On the sidelines of the G20 conference, the Head of Government, His Excellency Komi Selom KLASSOU, representing the President of the Republic, chaired a German-Togolese forum on the theme «What opportunities does Togo offer for small and medium-sized German companies? The forum was an opportunity for the government to present the economic potentials and assets available to Togo in order to attract private German investment. Another dimension of Togo's international presence and diplomatic action with an economic component is its chairmanship of the Central Negotiating Group of the ACP Group for the post-Cotonou period, the Cotonou Agreement governing current relations between the ACP and EU expiring on February 29, 2020. Launched since September 28, 2018 on the sidelines of the 73rd General Assembly of the United Nations, negotiations continued in 2019 and saw significant progress both on the common foundation of the agreement being prepared and on the three regional protocols, namely the Africa-EU, Caribbean-EU and Pacific-EU pillars. By accepting its appointment as chairman of the ACP Central Negotiating Group in 2018, Togo was very interested in the choice of the ACP to have more fair and equitable future economic relations with the European side. We have worked over the past year at the level of negotiations so that this desire for change can be concretely taken into account. This is indeed the economic future of the ACP countries, including Togo, which is also working to involve its diaspora more in its national development effort.*

2019, THE YEAR OF TOGOLESE DIASPORA

Conscious of the potential, but also of the expectations of the diaspora of our country, the government has chosen to increase its participation in national life. Indeed, the installation, on November 29, 2019 during the HCTE-Réussites diaspora forum,

2019, L'ANNÉE DE LA DIASPORA TOGOLAISE

Conscient des potentiels, mais aussi des attentes de la diaspora de notre pays, le gouvernement a fait le choix d'amplifier sa participation à la vie nationale. En effet, l'installation, du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) le 29 novembre 2019 lors du forum HCTE-Réussites diaspora, répond à la volonté du gouvernement de faciliter la pleine participation de la diaspora au développement de notre pays. L'installation du HCTE a été précédée, le 05 novembre 2019, par l'adoption par le Parlement de la modification du Code électoral soumise par le Gouvernement relative au vote des Togolais de l'extérieur afin de leur permettre de participer désormais aux consultations nationales depuis leurs lieux de résidence. Corollaire de la modification de la loi électorale, les compatriotes de l'extérieur ont été récemment recensés par les démembrements de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) dans les représentations diplomatiques de notre pays à l'étranger et participeront à l'élection présidentielle prochaine dont le premier tour se tiendra le 22 février 2020.

Les 77 Délégués-Pays élus et installés qui composent le HCTE, fort de la légitimité que leur confère leur élection par les concitoyens de leur juridiction respective et de leurs connaissances des préoccupations et attentes de ceux-ci, seront l'interface entre le gouvernement et la diaspora sur toutes les questions d'intérêts communs. Le gouvernement espère ainsi qu'ils constitueront une force de proposition à même de promouvoir une véritable stratégie de mobilisation des compétences et des ressources de la diaspora en vue de sa participation effective au développement économique et social de notre pays. Si la diaspora fait ce dont elle est capable et met tout son potentiel au service de notre pays, elle aura gagné son pari de participer au développement national.

Le forum HCTE-Réussites diaspora a été également l'occasion de célébrer l'excellence togolaise à l'étranger. Des compatriotes de l'extérieur ayant d'excellents parcours professionnels ou ayant réalisé des exploits dans leurs domaines d'activité ont eu droit à l'honneur et à la reconnaissance méritée de la nation. La deuxième édition des réussites diaspora qui a eu lieu le 29 novembre 2019 a révélé et honoré solennellement cinq Togolais d'exception qui sont Messieurs Kossi Kouma AGBEGNEOU, Pierre ALANDA, André BATAKO, Jean-Claude HOMAWOO et Simon WOROU. En célébrant la diaspora qui réussit, le gouvernement célèbre l'excellence, des modèles de succès et fournit à notre nation, précisément aux jeunes générations, des modèles, ceux qui ont le goût pour l'innovation et tirent le pays et le monde vers le haut. Les hommes de génie, dit Henri Bergson dans son ouvrage *Les Deux sources de la morale et de la religion* (2015), sont des « hommes exceptionnels », ceux dont la seule présence met « d'autres hommes en mouvement », des véhicules

of the High Council of Togolese Abroad (HCTE) responds to the will of the government to facilitate the full participation of the diaspora in the development of our country. The installation of the HCTE was preceded, on November 05, 2019, by the adoption by the Parliament of the modification of the Electoral Code submitted by the Government relating to the vote of the Togolese Abroad in order to allow them to participate henceforth in the national consultations from their places of residence. Corollary of the modification of the electoral law, the compatriots of abroad were recently listed by the dismemberments of the Independent National Electoral Commission (CENI) in the diplomatic representations of our country abroad and will participate in the next presidential election the first round of which will take place on February 22, 2020.

The 77 Country-Delegates elected and installed who make up the HCTE, fortified by the legitimacy conferred on them through their election by the citizens of their respective jurisdictions and their knowledge of their concerns and expectations, will be the interface between the government and the diaspora on all matters of common interest. The government thus hopes that they will constitute a force for proposals capable of promoting a real strategy of mobilizing the skills and resources of the diaspora for its effective participation in the economic and social development of our country. If the diaspora does what it can and puts all its potential at the service of our country, it will have won its bet to participate in national development.

*The HCTE-Réussites Diaspora Forum was an opportunity to celebrate Togolese excellency abroad. Overseas compatriots with excellent professional backgrounds or who have achieved exploits in their fields of activity have been entitled to the honor and deserved recognition of the nation. The second edition of the diaspora successes which took place on November 29, 2019 revealed and solemnly honored five exceptional Togolese who are Messrs Kossi Kouma AGBEGNEOU, Pierre ALANDA, André BATAKO, Jean-Claude HOMAWOO and Simon WOROU. By celebrating the successful diaspora, the government celebrates excellency of success models and provides our nation, precisely to the younger generations, with models, those who have a taste for innovation and who draw the country and the world to the high. Men of genius, says Henri Bergson in his book *Les Deux Sources de la morale et de la religion* (2015), are «exceptional men», those whose mere presence sets «other men in motion», vehicles of the historical progress. All human societies need men of genius and Togo has chosen to honor its geniuses. Beyond celebrating individual successes, it is for the Government to mobilize all the skills and talents of the diaspora for national development.*

In any event, in 2019, the fundamentals for the modernization and development of Togo were further consolidated. The confidence of the partners has been strengthened. Togo has become an attractive

du progrès historique. Toutes les sociétés humaines ont besoin des hommes de génie et le Togo a fait le choix d'honorer ses génies. Au-delà de la célébration des réussites individuelles, il s'agit pour le Gouvernement de mobiliser toutes les compétences et tous les talents de la diaspora au service du développement national.

En tout état de cause, en 2019, les fondamentaux pour la modernisation et le développement du Togo se sont davantage consolidés. La confiance des partenaires s'est renforcée. Le Togo est devenu un pays attractif et est en marche vers la réalisation de sa vision d'être un pays émergeant à l'horizon 2030.

Après ce regard rétrospectif sur 2019, je voudrais, à l'entame de cette nouvelle année, formuler à l'endroit du Chef de l'Etat, principal acteur de la transformation de notre pays, les vœux de bonne santé et de paix.

Au Premier ministre et à l'ensemble des membres du gouvernement, je formule les mêmes vœux de santé et de paix. J'adresse également mes vœux les meilleurs, au corps diplomatique et consulaire accrédité au Togo ainsi qu'à tous les partenaires techniques et financiers qui n'ont cessé d'accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de ses actions en faveur du développement de notre pays et du bien-être de nos populations.

Je formule mes sincères et meilleurs vœux de santé, de prospérité et de bonheur à tous les membres du personnel du Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur et à tous les membres de leurs familles respectives et ceux qui leur sont chers. Parce que le travail diplomatique de notre pays repose sur l'engagement quotidien de chacun de vous et de tous, je vous exhorte à maintenir le cap et à travailler davantage au rayonnement de notre diplomatie en 2020.

Aux lectrices et lecteurs de DIPLOMAG, que l'année 2020 vous apporte le bonheur et le succès dans vos projets et surtout, comme le dit Baruch Spinoza, « Si vous voulez que la vie vous sourie, apportez-lui d'abord votre bonne humeur. » Bonne année à tous.✎

country and is moving towards the realization of its vision of being an emerging country by 2030.

After this retrospective look at 2019, I would like, at the start of this new year, to express to the Head of State, the main actor in the transformation of our country, the wishes of good health and peace.

To the Prime Minister and to all the members of the government, I extend the same wishes of health and peace.

I also extend my best wishes to the diplomatic and consular corps accredited to Togo as well as to all the technical and financial partners who have continued to support the government in the implementation of its actions in favor of the development of our country and the well-being of our people.

I extend my sincere and best wishes of health, prosperity and happiness to all the staff of the Ministry of Foreign Affairs, African Integration and Togolese Abroad and to all their respective families and to those dear to them. Because the diplomatic work of our country is based on the daily commitment of each and every one of you, I urge you to stay the course and to do more to promote our diplomacy in 2020.

To the readers of DIPLOMAG may the year 2020 bring you happiness and success in your projects and mainly, as Baruch Spinoza says, «If you want life to smile to you, first bring your good humor to it. « Happy New Year to all of you. » ✎



Diplomag Numéro 21
Diplomag Number 21
Janvier/Mars 2020
January/March 2020

Directeur de la publication / Publicator
Director : Mme Abra TAY – Rédacteur en
chef / Editor in chief : Charles AZILAN
– Directeur de Reportage / Director of
Reporting: M. FANDJINOU Kommabou
– Publicité et Marketing / Advertising and
Marketing : Mme Mounto AGBA, M.
Messan TOGBEDJI – Relecture : Géraud
FOLIVI / DIDEMANA Nangbam / –
Rédacteurs / Editors: Directeurs centraux
et chefs missions diplomatiques - Point
focal DIPLOMAG : M. Sodou ADOM -
Conception graphique / Design production
: Rosaline A. ADELAN - Nous écrire /
Write us: Ministère des affaires étrangères,
de l'intégration africaine et des Togolais
de l'extérieur, BP : 900 Lomé, Tél. :
+228 22 21 36 01, maeirtgce@yahoo.fr
Photo couverture/ Cover pictures : DR /
DIPLOMAG n° 499/23/06/14/HAAC

SOMMAIRE

EDITORIAL

LE TOGO DE PLUS EN PLUS ATTRACTIF: DES REFORMES QUI FAVORISENT LES ACTIVITES ECONOMIQUES P3

TOGO IS BECOMING MORE AND MORE ATTRACTIVE: REFORMS THAT PROMOTE ECONOMIC ACTIVITIES

FOCUS

REUSSITES DIASPORA 2019 : LES CINQ HEROS DE LA PATRIE P10

DIASPORA SUCCESS 2019: THE FIVE HEROS OF THE HOMELAND

DOSSIERS

L'INITIATIVE DE LOME : UNE CAUTION ETATIQUE A LA CROISADE CONTRE LE TRAFIC DES FAUX MEDICAMENTS EN AFRIQUE P16

LOME'S INITIATIVE: A STATE GUARANTEE TO THE CRUSADE AGAINST FAKE DRUGS TRAFFICKING IN AFRICA

ACTUALITÉS

INSTALLATION DU HCTE P22

HCTE SETTING UP

UN AN APRÈS LE LANCEMENT OFFICIEL DES NÉGOCIATIONS ACP-UE POST-COTONOU : BILAN ET PERSPECTIVES P26

ONE YEAR AFTER THE OFFICIAL LAUNCH OF THE ACP-EU POST-COTONOU NEGOTIATIONS: APPRAISAL AND PROSPECTS

LA RUSSIE ET L'AFRIQUE ENSEMBLE POUR UN NOUVEL ESSOR DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES P31

RUSSIA AND AFRICA TOGETHER FOR A NEW BOOM IN ECONOMIC AND TRADE RELATIONS

FOCUS

Les lauréats de Réussites Diaspora 2019 / *The Diaspora Success 2019 Winners*

Copyright : MAE/ATE

REUSSITES DIASPORA 2019 : LES CINQ HEROS DE LA PATRIE

DIASPORA SUCCESS 2019: THE FIVE HEROS OF THE HOMELAND

*Par Charles Koffi AZILAN, Attaché de Cabinet du Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur
By Charles Koffi AZILAN, the Minister of Foreign Affairs, African Integration and Togolese Abroad's staff Attaché*

Il est incontestable aujourd'hui que tous les pays qui ont émergé ces dernières décennies ont, à un moment donné de leur histoire, intégré leurs diasporas dans leurs plans de développement. Cette vérité, le Togo l'a comprise.

Pour briller et rayonner partout dans le monde, le pays sait compter sur ses filles et fils qui, malgré l'éloignement de la terre natale, contribuent, chacun à sa manière, à la promotion de l'image de marque du Togo dans le concert des nations. Certains ont su le faire à travers leurs parcours professionnels particulièrement brillants, résultats de nombreuses années de dur labeur. Pour célébrer ces citoyens d'envergure, qui peuvent devenir des modèles et des repères pour les plus jeunes, le

It is unquestionable today that all the countries that have emerged in recent decades have, at some point in their history, integrated their diaspora into their development plans. This truth, Togo understood it.

To shine and radiate all over the world, the country knows how to count on its daughters and sons who, despite the distance from their homeland, contribute in their own way to the promotion of the brand image of Togo among nations. Some have managed to do so through their particularly brilliant professional careers, the result of many years of hard work. To celebrate these important citizens, who can become role

ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur a lancé en 2016, les « réussites diaspora » qui est une initiative visant à honorer les membres de la diaspora les plus méritants.

La deuxième édition de cette prestigieuse initiative a eu lieu le 29 novembre 2019 au cours d'une soirée de gala au Palais de la Présidence de la République. Elle a révélé au monde cinq talentueux togolais de la diaspora dont les réalisations et inventions ont contribué à faire avancer l'humanité. Leurs mérites étant de notoriété dans leurs pays de résidence, leur patrie se fait le devoir de les honorer.

Qui sont ces cinq fiertés nationales ?

• DR ANDRÉ DANONU LIGNANMATEY BATAKO

Ingénieur agrégé de conception, Dr. André BATAKO est titulaire d'un Doctorat en mécanique et dynamique des machines (à vibration) obtenu à l'Université Loughborough en Grande-Bretagne, après une Maîtrise en Technologie de fabrication et de Génie mécanique (spécialité Machines et outils de coupe) à l'Institut du Génie Mécanique et Production Industrielle de Zaporozhye en Ukraine. Il est membre de la Commission administrative du congrès mondial pour la fabrication industrielle et des gestions des industries, membre honoraire de la commission administrative de l'Institution britannique pour l'Ingénierie et Technologie. Il a, à son actif, 10 ans d'expérience d'emplois industriels, principalement dans le secteur automobile et plus de 20 ans d'activités académiques et de recherches en sciences appliquées et production industrielle. Il a travaillé dans des usines de production en Russie, en Ukraine et en Grande-Bretagne. Il a une renommée mondiale et est bien reconnu pour son travail aux Etats-Unis d'Amérique, en Chine et en Europe. Il est professeur des universités Liverpool John Moores en Grande-Bretagne et Beihang de Pékin en Chine. Il est l'auteur de deux livres.

Dr Batako est l'inventeur d'une machine unique au monde, une affreuse linéaire à coupe profonde et à grande vitesse avec vibration.

Sa collaboration avec le premier Institut de Physique fondamentale (PROKHOROV) de Moscou a abouti à la fabrication d'une machine à désinfection de l'eau potable en utilisant les rayons ultra-violet avec des lampes sans électrodes. Avec ses collègues de l'université technique de Tbilissi en Géorgie, ils ont développé une machine pour sécher les produits agricoles en utilisant les rayons infrarouge. Par ailleurs, avec le soutien de ses collègues de l'université des machines-Outils (STANKIN) il a fabriqué une

models and benchmarks for the young generation, the Ministry of Foreign Affairs, African Integration and Togolese Abroad launched in 2016, the "diaspora success stories" which is an initiative to honor the most deserving members of the diaspora. The second edition of this prestigious initiative took place on November 29, 2019 during a gala evening at the State House. It revealed to the world five talented Togolese from the diaspora whose achievements and inventions have helped advance humanity. Their merits being known in their country of residence, their homeland is committed to honor them.

Who are these five national prides?

• DR. ANDRÉ DANONU LIGNANMATEY BATAKO

With an agrégation in design engineering, Dr. André BATAKO holds a PhD in mechanical and machine dynamics (vibration) graduated from Loughborough University in Great Britain, after a Master's degree in Manufacturing Technology and Mechanical Engineering (specializing in Machines and cutting tools) at the Institute of Mechanical Engineering and Industrial Production of Zaporozhye in Ukraine. He is a member of the Administrative Commission of the World Congress for Industrial Manufacturing and Industry Management, an honorary member of the Administrative Commission of the British Institution for Engineering and Technology. He has 10 years of industrial job experience, mainly in the automotive sector, and more than 20 years of academic and research activities in applied sciences and industrial production. He worked in production plants in Russia, Ukraine and the UK. He is worldwide renowned and is well recognized for his work in the United States of America, China and Europe. He is a professor at Liverpool John Moores University in Great Britain and BEIHANG University of Beijing in China. He is the author of two books.

Dr. Batako is the inventor of a machine unique in the world, a high-speed, deep-cut linear sharpener with vibration.

His collaboration with the first Institute of Fundamental Physics (PROKHOROV) in Moscow resulted in the manufacture of a machine for disinfecting drinking water using ultra-violet rays with lamps without electrodes. Together with his colleagues at Tbilisi Technical University in Georgia, they developed a machine for drying agricultural products using the infrared rays. In addition, with the support of his colleagues from the University of Machine Tools (STANKIN), he made a machine for

FOCUS

machine à revêtir les outils de coupe avec des couches de 15 à 20 nanomètres qui résistent à l'usure par frottement.

Il s'occupe actuellement des principaux projets de fabrication dans le domaine de l'aérospatiale financés par Rolls Royce et Airbus pour l'usinage des pièces détachées spéciales des moteurs et des ailes d'avion ; et dans l'industrie automobile au Royaume-Uni en collaboration avec Nissan, Jaguar-Land Rover, Ford Getrag.

coating cutting tools with layers of 15 to 20 nanometers which resist wear and tear by friction.

He is currently in charge of the main aerospace manufacturing projects funded by Rolls Royce and Airbus for the machining of special spare parts for aircraft engines and wings; and in the UK automotive industry in collaboration with Nissan, Jaguar-Land Rover, Ford Getrag.



1^{ère} Rectifieuse dans le monde à haute vitesse avec vibration
1st high-speed grinding machine in the world with vibration



Machine pour désinfection d'eau aux rayons ultraviolets sans électrodes
Machine for water disinfection with Ultra Violet rays without electrodes



Machine pour séchage des produits agricoles aux rayons infrarouges
Machine for drying agricultural products with infrared rays

• M. JEAN-CLAUDE HOMAWOO

Expert en administration des affaires axée sur le capital risque et l'entrepreneuriat, cofondateur, associé et directeur à LORI SYSTEMS, à 39 ans, Jean-Claude HOMAWOO vit au gré de ses ambitions et passions. C'est ainsi que dès 2001, il arrive en Israël où très tôt il rentre dans le monde de l'emploi en travaillant à Motorola Communications de Tel-Aviv comme Ingénieur d'application web.

Après son baccalauréat en 2003 en Génie électrique au lycée d'ingénierie de Drexel de Philadelphie (USA), il quitte les Etats-Unis pour travailler l'année suivante à Hong Kong en tant que gestionnaire de recherche principal, option technologie, média et télécommunication à Gerson Lehrman Group Asia.

De retour aux Etats-Unis, il s'inscrit dans la prestigieuse Université de Harvard Business School de Cambridge et obtient en 2010 un Master en administration des affaires axée sur le capital risque et l'entrepreneuriat.

• MR. JEAN-CLAUDE HOMAWOO

Expert in business administration focused on venture capital and entrepreneurship, co-founder, partner and director at LORI SYSTEMS, at the age of 39, Jean-Claude HOMAWOO lives according to his desires, ambitions and passions. This is how, as early as 2001, he arrived in Israel, where he entered the world of work very early, working at Motorola Communications in Tel Aviv as a web application engineer.

After his Bachelor's degree in 2003 in Electrical Engineering at the Drexel Engineering High School in Philadelphia (USA), he left the United States to work the following year in Hong Kong as senior research manager, technology, media and telecommunications option at Gerson Lehrman Group Asia.

Returning to the United States, he enrolled in the prestigious Harvard Business School of Cambridge and in 2010 obtained a Master's degree in business administration focused on venture capital and entrepreneurship.

Dès lors, il occupe entre 2010 et 2018 différents postes de responsabilité, à savoir:

- Directeur réseau à Endeavor Global de New York ;
- Vice-président chargé de la stratégie produit de Iroko Partners à New York et Lagos ;
- Président Directeur Général de COOLS, chargé des opérations et de la gestion de l'équipe à New York;
- Chef de produit à GOOGLE Inc.

Depuis 2018, il est le cofondateur, associé et directeur à LORI SYSTEMS de Nairobi au Kenya en charge, entre autres du développement et de l'autonomisation des logiciels, de la stratégie commerciale et de l'optimisation des opérations.

Lori est une plateforme électronique dans la logistique pour le camionnage qui simplifie le transport de marchandises à travers l'Afrique. Reconnue comme la start-up à la croissance la plus rapide en Afrique et lauréat du Tech Crunch Battlefield Africa 2017, LORI fait baisser le coût des marchandises en Afrique, où 180 milliards de dollars sont dépensés chaque année en transport. Sur l'ensemble du continent, la logistique représente en moyenne 40% du prix d'un produit, contre 6% aux États-Unis. De ce fait, les produits africains sont peu compétitifs sur les marchés mondiaux et inabordable sur les marchés locaux. En développant des technologies et des processus pour un transport optimal, LORI, basé sur les technologies et les opérations, relie efficacement le transport aux expéditeurs tels que Cargill, WFP et DHL.

• M. PIERRE KOFFI ALANDA

Titulaire d'une licence en « management européen des organisations », « gestion et droit », Pierre Koffi ALANDA est expert en agriculture biologique. Né à Kpalimé au Togo en 1977, il s'est installé en France en 2002 où sa passion pour l'agriculture le pousse à effectuer un stage en maraîchage biologique. Cette formation sera complétée par l'obtention du brevet professionnel « responsable d'exploitation agricole » en 2005 et du brevet de technicien supérieur agricole « production horticole » en 2008.

Chef d'exploitation de la ferme ALANDABIO, spécialisé dans la production et la transformation des fruits et légumes biologiques ainsi que dans la confection et la livraison des paniers biologiques, Pierre Koffi ALANDA est également très engagé dans les activités de sa communauté de Briançonnet (la Sagne). Il occupe respectivement les postes de :

- Administrateur du Groupement des agriculteurs biologiques des Alpes Maritimes ;
- Trésorier adjoint de groupement Bio de Provence de la

From 2010 to 2018, he therefore held various positions of responsibility in New York, namely:

- *Network director at Endeavor GI New York obal;*
- *Vice-president in charge of product strategy for Iroko Partners in New York and Lagos;*
- *President and CEO of COOLS, in charge of operations and team management in New York;*
- *Product manager at GOOGLE Inc.*

Since 2018, until today, he is the co-founder, partner and director at LORI SYSTEMS of Nairobi in Kenya in charge, among other things of software development and empowerment, business strategy and optimization of operations.

LORI is an electronic platform in trucking logistics that simplifies the transportation of goods across Africa. Recognized as the fastest growing start-up in Africa and winner of the 2017 Tech Crunch Battlefield Africa, Lori lowers the cost of goods in Africa, where \$ 180 billion is spent annually on transportation. Across the continent, logistics accounts for an average of 40% of the price of a product, compared to 6% in the United States. As a result, African products are not very competitive on the world markets and unaffordable on the local markets. By developing technologies and processes for optimal transportation, Lori, focused on technology and operations, effectively links transportation to shippers such as Cargill, WFP and DHL.

• MR. PIERRE KOFFI ALANDA

Pierre Koffi ALANDA holds a Bachelor's degree in «European management of organizations», management and law. He is an expert in organic farming. Born in Kpalimé in 1977, he settled in France in 2002 where his passion for agriculture led him to do an internship in organic market gardening. This training will be completed by obtaining the professional certificate «responsible for agricultural operations» in 2005 and the certificate of higher agricultural technician «horticultural production» in 2008.

Chief operating officer of the ALANDABIO farm, specializing in the production and processing of organic fruits and vegetables as well as in the making and delivery of organic baskets, Pierre Koffi ALANDA is also very involved in the activities of his community of Briançonnet (la Sagne). He respectively holds the positions of:

- *Administrator of the Alpes Maritime organic farmers group;*
- *Deputy treasurer of the group Bio de Provence de Regional Alpes Côte d'Azur (Regional South);*
- *And regional referent, social worksite of the Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique de France (FNAB).*

FOCUS

région Alpes Côte d'Azur ;

- Référent régional, chantier social de la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique de France (FNAB).

Il est enfin l'auteur d'un livre autobiographique, à paraître.

• M. SIMON WOROU

Maire de la commune de Sainte Juliette dans le département de l'Aveyron en France, Simon WOROU a précédemment occupé le poste de Conseiller municipal entre 2008 et 2014. Après son baccalauréat série S, il poursuivra ses études qui seront sanctionnés par plusieurs diplômes à savoir :

- BTS électronique en aviation militaire ;
- Certificat de formateur en Prévention des Risques Professionnels ;
- Technicien principal de première classe (catégorie B+).

Au cours de sa carrière professionnelle très diversifiée et riche d'enseignements qu'il a débutée en 1999, Simon WOROU a été notamment :

- Sous-officier de l'armée de l'air à Rochefort, chargé des équipements électroniques de bord ;
- Technicien des travaux publics à Freiburg en Allemagne ;
- Technicien de maintenance industrielle agroalimentaire ;
- Formateur sur la prévention des risques liés à la santé.

Son grand mérite est d'avoir réussi à s'imposer comme un acteur de premier plan dans sa commune d'accueil, malgré les difficultés de toutes sortes.

• DR KOSSIKOUMA VICTOR AGBEGNENOU

Dr Kossikouma Victor AGBEGNENOU est un homme exceptionnel dont l'apport à la science, à la technologie et au développement de notre société est immense. Il est à la fois chercheur, analyste, théoricien, praticien, inventeur et concepteur.

Titulaire d'un Doctorat d'Etat en sciences vétérinaires, option Chirurgie cardiovasculaire, neurochirurgie et physiologie, Monsieur AGBEGNENOU est également détenteur d'un Master en Innovations technologiques et Management de projet.

Cette polyvalence se remarque à travers ses nombreuses innovations technologiques et médicales, dont :

- Le polyvalent wireless communication system ;
- Le roaming décentralisé ;
- La technique de la permutation artério-veineuse ;
- La technique de transport de l'influx nerveux à travers un

He is also the author of an autobiographical book, to be published.

• MR. SIMON WOROU

Mayor of the commune of Sainte Juliette in the department of Aveyron in France, Simon WOROU previously held the position of City Councilor between 2008 and 2014. After his baccalaureate option S, he will continue his studies which will lead to several diplomas, namely:

- *Electronics Vocational Training Certificate (Associate Degree) in military aviation;*
- *Trainer's Certificate in Occupational Risk Prevention;*
- *First class main technician (category B +).*

During his very diverse and rich professional career that he started in 1999, Simon WOROU, was every which way:

- *Air Force NCO in Rochefort, in charge of on-board electronic equipment;*
- *public works technician in Freiburg in Germany;*
- *agro-food industrial maintenance technician;*
- *and trainer on the prevention of health-related risks.*

His great merit is to have succeeded in establishing himself as a leading player in his host community, despite all kinds of difficulties.

• DR. KOSSIKOUMA VICTOR AGBEGNENOU

Dr. Kossikouma Victor AGBEGNENOU is an exceptional man whose contribution to science, technology and development of our society are great. He is a researcher, analyst, theorist, practitioner, inventor and designer.

Holder of a State PhD in veterinary sciences, option cardiovascular surgery, neurosurgery and physiology, Mr. AGBEGNENOU also holds a Master's degree in Technological Innovations and Project Management.

This versatility stands out through its many technological and medical innovations, including among others:

- *The versatile wireless communication system;*
- *Decentralized roaming;*
- *The technique of arterio-venous permutation;*
- *The technique of transporting nerve impulses through a conductor.*

conducteur.

Il a en outre conçu :

- Le système numérique omni-service (RETICE-PWCS) destiné, entre autres, à l'éducation, aux entreprises, à la santé avec la télémédecine, au grand public, etc. ;
- Le terminal d'interprétation à distance ;
- Les plateformes et réseaux de communications nomades.

Il faut noter que le PWCS est un système de télécommunication satellitaire qui permet de distribuer trois services à savoir téléphonie, télévision et internet sans recourir au moindre câblage.

Dr AGBEGNENOU a par ailleurs conçu des solutions d'énergies renouvelables basées sur le principe de la systématisation de la somme des sources de ces énergies, les kits Sigma Energies pour tous et partout.

Il a aussi mis au point un kit innovant (cartable numérique) reliant enseignants et apprenants via internet qui fonctionne grâce à l'énergie solaire. Le dispositif permet aux élèves d'avoir accès à leurs cours et autres documents pédagogiques n'importe où ils se trouvent. Les élèves et étudiants peuvent donc étudier sans contraintes de temps ni de lieu.

Grâce à la solution RETICE-PWCS, son équipe KA Technologies est :

- lauréate du prix, ITBP SORBONNE année 2018 ; et
- classée dans le TOP-10 UNESCO ICT PRIZE 2018 des technologies numériques pour l'éducation en 2018.

Pourtant, Dr AGBEGNENOU ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, en témoignent ses nombreux travaux de recherche en cours sur :

- le rôle de l'innovation dans le processus de la croissance et de la création d'emplois ;
- le Plan NETSCP (Nouvelle Economie Technologique et Sociale pour la Croissance, contre le Chômage et la Pauvreté) ;
- les problématiques et enjeux des partenariats de développement en Afrique ;
- l'innovation dans le processus de la recherche et du développement durable en Afrique.

La réalisation la plus importante du Dr AGBEGNENOU est sans conteste son invention du Plan NETSCP qui allie technologie et économie pour le développement intégral des pays. Ce plan est à l'étude par quelques élus dont des Sénateurs en France pour son expérimentation en 2020. Il sera expérimenté au Togo dans les prochains mois.

L'inventeur expérimente actuellement au Togo un système d'arrosage automatique à base d'énergie solaire.

He also designed:

- The omni-service digital system (RETICE-PWCS) intended, among other things, for education, businesses, health with telemedicine, the general public, etc. ;
- The remote interpretation terminal;
- Mobile communication platforms and networks.

It should be noted that the PWCS is a satellite telecommunication system which makes it possible to distribute three services, namely telephony, television and internet without using any wiring.

Dr. AGBEGNENOU has also designed solutions of renewable energies based on the principle of systematizing the sum of the sources of these energies, the Sigma Energies kits for everyone and everywhere.

He has also developed an innovative kit (digital school bag) connecting teachers and learners via the internet that works with solar energy. The device allows students to access their lessons and other educational materials from anywhere. Pupils and students can therefore study without constraints of time or place.


Thanks to the RETICE-PWCS solution, its KA Technologies team is:

- winner of the prize, ITBP SORBONNE in 2018; and
- ranked in the TOP-10 UNESCO ICT PRIZE 2018 for digital technologies for education in 2018.

However, Dr. AGBEGNENOU does not intend to stop in such a good way, as evidenced by his numerous research works in progress on:

- the role of innovation in the process of growth and job creation;
- NET the NETSCP Plan (New Technological and Social Economy for Growth, against Unemployment and Poverty);
- on the issues and challenges of development partnerships in Africa;
- innovation in the process of research and sustainable development in Africa.

The most important achievement of Dr. AGBEGNENOU is undoubtedly his invention of the NETSCP Plan which combines technology and economy for the integral development of the countries. This plan is being studied by a few elected officials including Senators in France for its experimentation in 2020. It will be tested in Togo in the coming months.

The inventor is currently experimenting in Togo with an automatic watering system based on solar energy. 

DOSSIER

L'INITIATIVE DE LOME : UNE CAUTION ETATIQUE A LA CROISADE CONTRE LE TRAFIC DES FAUX MEDICAMENTS EN AFRIQUE

LOME'S INITIATIVE: A STATE GUARANTEE TO THE CRUSADE AGAINST FAKE DRUGS TRAFFICKING IN AFRICA

Par M. DIDEMANA Nangbam Madjam'ba, Chef de la division du contentieux
By Mr DIDEMANA Nangbam Madjam'ba, Head of Litigation Division

A l'invitation de S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise, en collaboration avec la « Fondation de Brazzaville », une organisation caritative indépendante engagée dans le développement durable et la prévention des conflits, s'est tenu à Lomé, les 17 et 18 janvier 2020, un sommet spécial, dénommé « l'initiative de Lomé sur le trafic des faux médicaments en Afrique ».

Cette initiative dont l'objectif principal est de renforcer la lutte contre le trafic de médicaments et autres produits médicaux de qualité inférieure et falsifiés, est portée par six (06) Etats africains. Etaient présents aux côtés du Président Togolais, deux Chefs d'Etat, leurs excellences messieurs Macky Sall du Sénégal et Yoweri Museveni de l'Ouganda. Les trois autres

A t the invitation of HE Mr. Faure Essozimna Gnassingbé, President of the Togolese Republic, in collaboration with the "Fondation de Brazzaville", an independent charitable organization committed to sustainable development and conflict prevention, with the participation of WHO, was held in Lomé, on January 17 and 18, 2020, a special summit, called «the Lomé initiative on the trafficking of fake medicines in Africa».

This initiative of which main objective is to strengthen and coordinate the fight against the trafficking of drugs and other substandard and falsified medical products, is supported by six (06) African States. Were indeed present alongside the Togolese President, two Heads of State, their excellencies, Macky Sall from Senegal and Yoweri Museveni from Uganda. The three other Heads of State announced who were unable to travel to





De gauche à droite, les Présidents Yoweri MUSEVENI, Faure GNASSINGBE et Macky SALL / From left to right, Presidents Yoweri MUSEVENI, Faure GNASSINGBE and Macky SALL

Chefs d'Etat annoncés qui n'ont pu faire le déplacement de Lomé, en l'occurrence messieurs Denis-Sassou Nguesso de la République du Congo, Nana Akufo-Addo du Ghana et Mahamadou Issifou du Niger, ont été représentés par leurs Ministres de la Santé. L'initiative de Lomé sur le trafic des faux médicaments en Afrique a également été fortement soutenue par d'anciens chefs d'Etat, anciens premiers ministres, ministres de la santé, présidents d'institutions africaines et internationales et spécialistes du secteur de la pharmacie qui ont honoré de leur présence cet important événement.

Il s'agit principalement de faire prendre à tous la mesure du problème, afin d'inciter la communauté internationale à apporter une réponse collective à cette crise.

Lomé, namely Messrs Denis-Sassou Nguesso from the Republic of Congo, Nana Akufo-Addo from Ghana and Mahamadou Issifou from Niger, were represented by their Ministers of Health. The Lomé initiative on the trafficking of fake medicines in Africa was also strongly supported by former heads of state, former prime ministers, health ministers, presidents of African and international institutions and specialists in the pharmacy sector. who honored this important event with their presence.

The main aim is to make everyone be aware of the problem, in order to encourage the international community to provide a collective response to this crisis.

Trafficking in fake medicines presents several challenges, in particular public health and terrorism financing.

DOSSIER

Le trafic de faux médicaments soulève de nombreuses préoccupations notamment de santé publique et de financement du terrorisme.

UN PROBLEME DE SANTÉ PUBLIQUE

Les faux médicaments sont des tueurs silencieux. Si le phénomène existe dans le monde entier, l'Afrique semble de loin être le continent le plus touché en raison de la faiblesse des systèmes de santé, de la pauvreté et d'un maillage insuffisant des pharmacies. 42 % des faux médicaments en circulation dans le monde se retrouvent sur le continent où ils font le plus de victimes. L'ampleur du trafic est telle que la proportion de faux médicaments représente 60% des produits médicaux en circulation en Afrique. Rien qu'en 2019, l'OMS a lancé près d'une quarantaine d'alertes au niveau international, dont les deux tiers (2/3) en Afrique.

Selon les chiffres de l'American Institute of Tropical Medicine, 120 000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque année en Afrique à cause de la consommation d'antipaludiques falsifiés. De même, l'OMS considère que les faux médicaments ou de qualité inférieure causent un million de morts dans le monde chaque année. Aucun gouvernement sérieux ne peut rester inactif face à un drame d'une telle ampleur.

Boîtes de flacons identiques, labels recopiés au millimètre, principes actifs sous dosés ou remplacés par de l'eau ou des principes basiques, les faussaires débordent d'imagination. Pour Madame Barira Dan Nouhou, Directrice de la pharmacie et de la médecine traditionnelle au Ministère de la Santé du Niger, « nous faisons face à une vraie guerre asymétrique avec un vrai problème de ressources humaines et de manque de coordination. En effet, le fléau a pris de l'ampleur ces dernières années parce que ces contrefaçons [...] sont devenues de plus en plus difficiles à détecter».

Dans certaines grandes villes d'Afrique, les contrefaçons sont vendues à même le sol ou sur des étals et dans les petits commerces et kiosques des quartiers, parfois par des vendeurs ambulants, à des prix au moins deux fois inférieurs à ceux des vrais médicaments. Les falsificateurs s'attaquent à toutes les gammes : antalgiques, antibiotiques, vaccins, antidiabétiques et même anticancéreux.

Au-delà du problème de santé publique que le trafic des médicaments contrefaits ou frauduleux cause à l'Afrique, ce fléau comporte d'autres effets néfastes car il augmente la corruption et finance le terrorisme.

A PUBLIC HEALTH ISSUE

Fake medicines are silent killers. If the phenomenon exists all over the world, Africa seems to be by far the most affected continent due to the weakness of health systems, poverty and an insufficient network of pharmacies. 42% of the fake medicines in circulation in the world are found on the continent where they claim the most victims. The scale of the traffic is such that the proportion of fake medicines represents 60% of the medical products in circulation in Africa. In 2019 alone, WHO launched nearly 40 alerts internationally, two-thirds (2/3) of them in Africa.

According to figures from the American Institute of Tropical Medicine, 120,000 children under the age of 5 die each year in Africa as a result of the use of falsified antimalarials. Similarly, WHO estimates that fake or substandard medicines cause one million deaths worldwide each year. No serious government can remain inactive in the face of such a dramatic tragedy.

Boxes of identical bottles, labels copied to the millimeter, active ingredients under dosed or replaced by water or basic principles, counterfeiters are full of imagination. For Mrs. Barira Dan Nouhou, Director of pharmacy and traditional medicine at the Niger Ministry of Health, "we are facing a real asymmetrical war with a real problem of human resources and lack of coordination. Indeed, the scourge has grown in recent years because these counterfeits [...] have become increasingly difficult to detect. »

In all the big cities of Africa, the counterfeits are sold on the ground or on stalls and in all the small shops and kiosks of the districts, sometimes by itinerant sellers, at prices at least twice lower than those of the real ones drugs. The falsifiers attack all the ranges: analgesics, antibiotics, vaccines, antidiabetics and even anticancer.

Beyond the public health problem that the trafficking of counterfeit or fraudulent medicines causes in Africa, this scourge has other perverse effects because it increases corruption and finances terrorism.

A SOURCE OF CORRUPTION AND TERRORISM FINANCING.

The trafficking of fake medicines brings in huge profits for its authors. Taking the measure of things, President Faure Gnassingbé tries to raise awareness by saying that «there is urgency because this international traffic (...) is growing exponentially. Judging by this: from \$ 75 billion in 2010, the

UNE SOURCE DE CORRUPTION ET DE FINANCEMENT DU TERRORISME

Le trafic de faux médicaments fait engranger d'énormes profits à ses auteurs. Prenant la mesure des choses, le Président Faure Gnassingbé sonne l'alerte en affirmant qu'« il y a urgence car ce trafic international (...) se développe de façon exponentielle. Qu'on en juge : de 75 milliards de dollars US en 2010, le chiffre d'affaires du trafic des produits médicaux falsifiés est évalué à 200 milliards de dollars en 2014 ».

De son côté, Monsieur Omar Hilale, Directeur du conseil d'administration de l'Unicef, a indiqué que ce trafic est considéré comme « l'une des trois activités les plus dangereuses et les plus lucratives au monde au même titre que le trafic des stupéfiants et celui des armes ». Pour les trafiquants, le business du faux médicament est même plus lucratif que celui de la cocaïne. Pour 1000 dollars US investis, ils en retirent 500 000 dollars US de bénéfices, contre 200 000 pour celui de la drogue.

Les bénéfices tirés du trafic des faux médicaments nourrissent la corruption et financent le terrorisme. Selon le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière, « la grande difficulté tient au fait que les faux médicaments empruntent le chemin d'importation des vrais, ce qui traduit un certain degré de corruption ».

Le Général Marc Faucaud, ancien patron de l'opération serval au Mali, renchérit en affirmant qu'« une fois que les frontières du pays de débarquement sont franchies, les contrefaçons suivent les mêmes routes chamélières du Sahel que les armes, la drogue, la cigarette ou les victimes du trafic d'êtres humains ; Or pour circuler au Sahel, il faut payer sa dime aux groupes armés terroristes ». De même, on établit un lien étroit entre le trafic de faux médicaments et les groupes terroristes comme Al Qaeda et Boko Haram.

Aussi se pose la question de savoir à qui s'attaquer en premier ou vers qui accentuer les actions des Etats pour lutter contre cette gangrène ? Les faussaires, les trafiquants ou les terroristes qui font payer à ces derniers des « droits de péage » dans les zones qu'ils contrôlent ?

Même si pour l'instant l'activité des groupes terroristes reste plus ou moins éloignée des points d'entrée des faux médicaments sur le continent, le danger semble se préciser puisqu'ils se rapprochent dangereusement des frontières des pays d'Afrique de l'ouest. C'est le cas de Boko Haram au Nigeria qui a mis la main sur une partie du trafic.

trafficking in falsified medical products is estimated to be \$ 200 billion in 2014. »

For his part, Mr. Omar Hilale, Director of the Board of Directors of Unicef, indicated that this trafficking is considered to be "one of the three most dangerous and most profitable activities in the world in the same way as trafficking drugs and weapons". For traffickers, the fake medicine business is even more lucrative than that of cocaine. For 1000 US dollars invested, they derive 500 000 US dollars in profits, against 200 000 for that of drugs. Profits from the trafficking of fake medicines fuel corruption and finance terrorism. According to anti-terrorism judge Jean-Louis Bruguière, «the great difficulty lies in the fact that the fake medicines take the import route of the real ones, which translates a certain degree of corruption».

General Marc Faucaud, former head of the serval operation in Mali, adds by saying that «once the borders of the country of landing are crossed, counterfeits follow the same camel routes in the Sahel as weapons, drugs, cigarettes or victims of human trafficking; However, to circulate in the Sahel, you have to pay your dime to the armed terrorist groups ». Similarly, one can establish a close link between the trafficking of fake medicines and terrorist groups such as Hesbolla, Hamas, Al Qaeda and Boko Haram.

So the question arises of who to attack first or to whom to accentuate the actions of States to fight against this gangrene? Counterfeiters, traffickers or against terrorists who charge them for «tolls» in the areas they control?

Even if for the moment the activity of terrorist groups remains more or less distant from the entry points of fake medicines on the continent, the danger seems to becoming clearer since they are dangerously close to the borders of West African countries. This is the case of Boko Haram in Nigeria, which has captured part of the traffic.

A STRONG AND UNEQUIVOCAL POLITICAL COMMITMENT

It was therefore time for African states to take hold of this public health emergency coupled with social and security destabilization.

It is in this dynamic that the Lomé meeting takes place, as evidenced by the declaration of the Head of State, HE Mr. Faure Essozimna Gnassingbé who affirms that this is the first time that African States have taken up the problem of fake medicines and their trafficking, a plague of which the continent is the first victim and of which consequences are dramatic for the



Au premier plan, les Présidents Macky SALL, Faure GNASSINGBE et Yoweri MUSEVENI, respectivement 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} à partir de la droite, ainsi que d'autres participants au Sommet de Lomé

UN ENGAGEMENT POLITIQUE FORT ET SANS ÉQUIVOQUE

Il était donc temps que les Etats africains s'emparent de cette urgence de santé publique doublée d'une déstabilisation sociale et sécuritaire.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit la rencontre de Lomé, en témoigne la déclaration du chef de l'Etat, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé qui révèle que c'est la première fois que des Etats africains s'approprient le problème des faux médicaments et de leur trafic, un fléau dont le continent est la première victime et dont les conséquences sont dramatiques pour les populations. L'Afrique, a-t-il ajouté, doit prendre en main son destin et lutter contre ce trafic mortifère.

Pour sa part, le Président Macky Sall en débutant son discours par le slogan « les faux médicaments ne soignent pas, ils tuent » s'est félicité de l'initiative de Lomé qui vient à son heure sur un sujet d'actualité, de haute portée, une cause noble.

Quant au Président Museveni, l'initiative de Lomé est un appel à tous les Etats pour des actions concrètes aussi bien au plan individuel que collectif pour éradiquer ce fléau.

La rencontre a été l'occasion d'adopter une déclaration par laquelle les Etats initiateurs se sont engagés à signer dans les mois à venir un avant-projet de protocole d'accord pour une meilleure collaboration et la criminalisation du trafic de faux médicaments. Ce protocole d'accord sera complété plus tard par une feuille de route destinée à garantir la réalisation effective de cet engagement.

populations. Africa, he added, must take control of its destiny and fight against this deadly traffic.

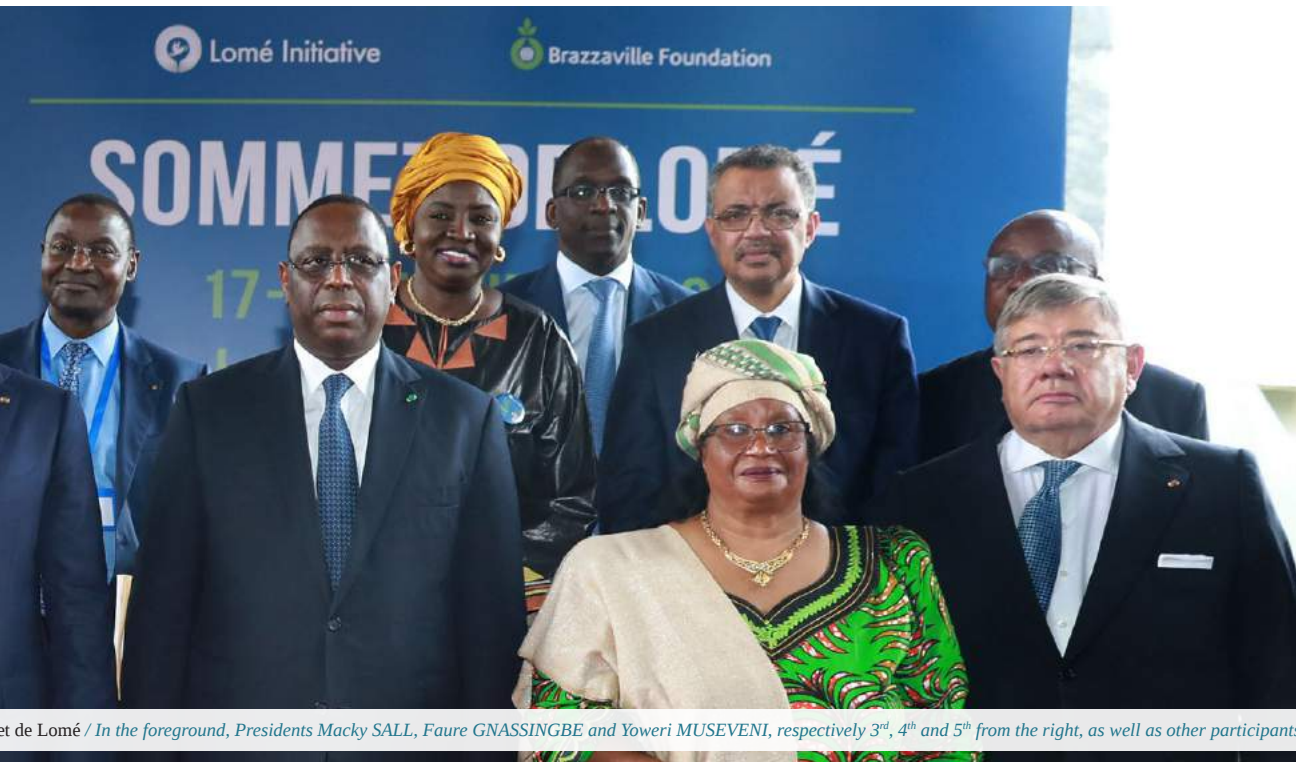
For his part, President Macky Sall, opening his speech with the slogan «fake medicines do not cure, they kill» welcomed the initiative of Lomé which comes at its time on a topical subject, of a high scope, a noble cause.

As for President Museveni, the Lomé initiative is an appeal to all states for concrete actions, both individually and collectively, to eradicate this scourge.

The meeting was an opportunity to adopt a declaration by which the initiating states undertook to sign in the coming months a preliminary draft memorandum of understanding for better collaboration and the criminalization of the traffic in fake medicines. This should be ratified later by a roadmap which will allow and guarantee the effective fulfillment of this commitment. By the Lomé declaration, the six (06) States invite all African countries to join this initiative and to intensify the efforts deployed at the national, regional and international level to fight against this scourge.

By taking leadership on this nagging question, these 6 states are now involved in the fight against this scourge which is a silent carnage against Africa and its populations. According to the President of the Togolese Republic, "We have decided to put in place the structures and legislation necessary to stem this trafficking and criminalize its different forms. Our initiative will awaken the conscience of nations and convince the international community to follow us. "

The Lomé initiative, supported by the Brazzaville foundation, is a first step. It is intended to be worn, eventually, by the



et de Lomé / In the foreground, Presidents Macky SALL, Faure GNASSINGBE and Yoweri MUSEVENI, respectively 3rd, 4th and 5th from the right, as well as other participants in the Lomé Summit

Par la déclaration de Lomé, les six (06) Etats invitent tous les pays africains à rejoindre cette initiative et à intensifier les efforts déployés au plan national, régional et international pour lutter contre ce fléau.

En prenant le leadership sur cette question lancinante, ces 6 Etats réaffirment leur ferme engagement dans la lutte contre ce fléau qui est un carnage silencieux contre l'Afrique et ses populations. Selon le Président de la République Togolaise, « Nous avons décidé de mettre en place les structures et les législations nécessaires pour endiguer ce trafic et en criminaliser les différentes formes. Notre initiative réveillera la conscience des nations et convaincra la communauté internationale de nous suivre».

L'initiative de Lomé, soutenue par la fondation de Brazzaville, est un premier pas. Elle est destinée à être portée, à terme, par l'Union africaine. C'est une initiative endogène qui appelle à la modification des cadres législatifs des pays et au renforcement de leur coopération, et vise à les inciter à apporter une réponse collective à cette cause panafricaine.

Rappelons que face aux poursuites judiciaires très faibles et à la quasi impunité dont bénéficient les auteurs de ce crime contre les populations africaines, le Togo est l'un des pays pionniers sur ce sujet car il a renforcé son code pénal dès 2015. Désormais, la peine encourue par les trafiquants est de 20 ans d'emprisonnement ferme et de 50 millions de FCFA d'amende (environ 76 000 euros). Ce qui n'est pas le cas dans certains Etats dont les législations considèrent le trafic de faux médicaments comme un délit de contrefaçon ordinaire, sanctionné par des peines relativement légères. ✈

African Union. It is an endogenous initiative which calls for the modification of the legislative frameworks of the countries and the reinforcement of their cooperation, and aims to encourage them to bring a collective response to this pan-African cause.

Let us recall that faced with very weak legal proceedings and virtual impunity enjoyed by the perpetrators of this crime against the African populations, Togo is one of the pioneering countries on this subject because it has strengthened its penal code since 2015. Now, the penalty incurred by traffickers is 20 years' imprisonment and a 50 million FCFA fine (around 76,000 euros). This is unfortunately not the case for the majority of states which have ineffective laws, the trafficking of fake medicines being for the most part considered as a simple offense of counterfeiting and the penalties are a few months imprisonment at most. ✈



ACTUALITÉS

INSTALLATION DU HCTE

HCTE SETTING UP



Le Premier Ministre Togolais, S.E.M. Selom Klassou à l'ouverture de la cérémonie d'installation du HCTE / Togolese Prime Minister, H.E. M Selom Klassou at the opening of the HCTE Installation Ceremony.

Par Madame Audrey Tifounnaka KOUBODENA, Chef division des projets de la diaspora
By Mrs. Audrey Tifounnaka KOUBODENA, Division head of diaspora projects

Dans sa vision de capitaliser les efforts de tous les citoyens togolais pour une croissance soutenue de l'économie nationale et le progrès social, le Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, s'est engagé depuis 2005 dans une politique d'inclusion de tous les Togolais dans le processus de développement national.

Dans cette perspective, il est apparu nécessaire de mobiliser les compétences et le savoir-faire de la diaspora togolaise pour le développement économique et social du Togo.

In his vision of capitalizing the efforts of all Togolese citizens for sustained growth of the national economy and social progress, the Head of State, His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE, has been committed since 2005 to a policy of inclusion of all Togolese in the national development process.

In this regard, it appeared necessary to mobilize the skills and know-how of the Togolese diaspora for the economic and social development of Togo.

ACTUALITÉS

C'est ainsi que le gouvernement s'est employé à multiplier les initiatives à la fois institutionnelles et stratégiques en faveur des Togolais de l'extérieur notamment par la création du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) en juillet 2019.

Le HCTE, à l'instar des regroupements des diasporas d'autres pays de la sous-région, est une instance fédérative, inclusive et représentative de tous les Togolais et de toutes les associations des Togolais vivant à l'extérieur.

Il est, entre autres, l'interface entre la diaspora togolaise et le Gouvernement sur toutes les questions d'intérêts communs. Le HCTE est également chargé de suivre et de coordonner les actions de développement de la diaspora togolaise. Il est un organe consultatif de statut associatif, non partisan, non discriminatoire, à but non lucratif et n'est affilié à aucune obédience confessionnelle, philosophique ou politique. Les principaux organes du HCTE sont : l'Assemblée Générale, les Groupes de Travail Permanents et le Guichet diaspora.

L'Assemblée générale est composée des délégués élus pour trois (03) ans dans chaque pays par leur communauté respective en fonction de l'importance numérique des ressortissants togolais dans le pays concerné et des critères économiques. Elle examine toutes les questions inscrites à son ordre du jour et portant sur les grandes orientations du HCTE, formule des propositions et fournit au Gouvernement togolais des avis et recommandations.

Les groupes de travail permanents sont mis en place et animés par les Délégués-pays. Ils sont chargés de l'étude des principales questions touchant les Togolaises et les Togolais de l'extérieur dans leur pays de résidence. Les trois groupes de travail à constituer au niveau de chaque pays sont : le groupe de travail chargé de l'étude des affaires économiques et financières, le groupe de travail chargé de la protection des personnes et des biens et le groupe de travail chargé des affaires générales.

Le Guichet diaspora est l'organe technique d'appui du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur. Il est doté d'un bureau de quatre membres placé sous l'autorité du Ministre en charge des Togolais de l'extérieur et élabore des mesures et des stratégies en vue d'inciter et d'encourager les Togolais résidant à l'étranger à participer au développement économique, social et culturel du Togo et à promouvoir son rayonnement dans le monde.

Il convient de rappeler que le processus de création du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) a débuté en avril 2019 avec le lancement de la feuille de route du Gouvernement pour les Togolais de l'extérieur qui prévoit en son axe 2 le renforcement de la communication entre le Gouvernement et la diaspora à travers la mise en place des structures et outils

This is how the government worked to increase both institutional and strategic initiatives in favor of Togolese abroad, mainly the creation of the High Council of Togolese Abroad (HCTE) in July 2019.

The HCTE, like the groupings of diasporas from other countries of the sub-region, is a federative, inclusive and representative body of all Togolese and all Togolese associations living abroad.

It is, inter alia, the interface between the Togolese diaspora and the Government on all issues of common interest. The HCTE is also responsible for monitoring and coordinating development activities of the Togolese diaspora. It is an advisory body of associative, non-partisan, non-discriminatory, non-profit status and is not affiliated with any confessional, philosophical or political obedience. The main organs of the HCTE are: the General Assembly, the Permanent Working Groups and the Diaspora Window.

The General Assembly is composed of delegates elected for three (03) years in each country by their respective communities according to the numerical importance of Togolese nationals in the country concerned and economic criteria. It examines all the issues on its agenda and addresses the major thrusts of the HCTE, formulates proposals and provides advice and recommendations to the Togolese Government.

The permanent working groups are set up and animated by the country delegates. They are responsible for studying the main issues affecting Togolese and Togolese abroad in their country of residence. The three working groups to be established at the level of each country are: the working group for the study of economic and financial affairs, the working group for the protection of persons and property and the working group in charge of general affairs.

The Diaspora Window is the technical support organ of the High Council of Togolese Abroad. It has a four-member office under the authority of the Minister in charge of Togolese Abroad and develops measures and strategies to incite and encourage Togolese living abroad to participate in economic, social, environmental and cultural development of Togo and to promote its influence in the world.

It should be recalled that the process of setting up the High Council of Togolese Abroad (HCTE) began in April 2019 with the launch of the Government Roadmap for Togolese Abroad, which provides in its axis 2 the strengthening communication between the Government and the diaspora through the establishment of appropriate structures and tools. Indeed, under the important

ACTUALITÉS

appropriés. En effet, au titre des projets importants de cette feuille de route, figure en bonne place la création d'une organisation faitière de la diaspora togolaise sous le nom de « Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur ». Son processus électoral, qui s'est déroulé de juillet à septembre 2019, à travers un vote en ligne, a abouti à l'élection de soixante-dix-sept (77) Délégués-pays.

Après leur élection, les 77 Délégués-pays, membres du HCTE se sont réunis pour la première fois à Lomé les 28 et 29 novembre 2019 à l'occasion du Forum « HCTE-Réussites diaspora ».

Le Forum « HCTE-Réussites diaspora » a été l'occasion pour le Gouvernement d'entretenir les Délégués pays sur leurs rôles, leurs missions, leurs responsabilités et le cadre juridique de leurs actions, de présenter la vision de développement qui sous-tend l'action gouvernementale, d'une part, et de définir avec eux, les conditions d'une contribution plus optimale de la diaspora aux efforts de développement du Togo, d'autre part.

La première journée du Forum a été consacrée aux ateliers organisés pour les Délégués-pays en vue de les édifier sur le contenu et les contours de leur mission, tout en insistant sur leurs relations avec les missions diplomatiques et postes consulaires du Togo. Au cours de cette journée, les Délégués ont, en outre, désigné par consensus les membres du bureau exécutif du HCTE. Ils ont par ailleurs adopté le règlement intérieur devant constituer le cadre juridique de l'organisation et du fonctionnement de l'institution.

Le bureau devant conduire le HCTE au cours des 3 prochaines années se présente comme suit :

- **Monsieur ATITSO Kodzovi**, Délégué pays de Côte d'Ivoire, Président ;
- **Monsieur DEVOTSU Komi**, Vice-Président Afrique ;
- **Monsieur AMAH KPATCHA Bawubadi**, Vice-Président Amérique ;
- **Monsieur SANOUSI A. R. Kag**, Vice-Président Europe ;
- **Monsieur MAGLO Komi**, Vice-Président Asie-Océanie.

La deuxième journée a été principalement marquée par l'installation officielle du HCTE. Au nom du Président de la République, **Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE**, les 77 Délégués pays ont été officiellement installés dans leurs fonctions par **Son Excellence Monsieur Selom Klassou**, Premier Ministre, qui a personnellement présidé cette cérémonie solennelle et importante de l'histoire du Togo. La cérémonie a connu la participation d'éminentes personnalités notamment les présidents des institutions de la République, des membres du Gouvernement, des députés, des membres du corps diplomatique, des représentants du secteur privé et des invités

projects of this roadmap, prominently features the creation of an umbrella organization of the Togolese diaspora under the name «High Council of Togolese Abroad». Its electoral process, which ran from July to September 2019, through an online vote, resulted in the election of seventy-seven (77) country delegates.

After their election, the 77 Country Delegates, members of the HCTE, met for the first time in Lomé on 28 and 29 November 2019 during the « HCTE-Réussites diaspora » Forum.

The «HCTE-Réussites diaspora» Forum was an opportunity for the Government to keep the Country Delegates on their roles, their missions, their responsibilities and the legal framework of their actions, to present the vision of development that underlies the Government action on the one hand, and to define with them the conditions for a more optimal contribution of the diaspora to Togo's development efforts, on the other hand.

The first day of the Forum was devoted to the workshops organized for the Country Delegates in order to enlighten them on the content and outline of their mission, while insisting on their relations with the diplomatic missions and consular posts of Togo. During this day, the Delegates also appointed the members of the HCTE Executive Board by consensus. They also adopted the rules of procedure which should constitute the legal framework for the organization and operation of the institution.

The executive office to lead the HCTE over the next 3 years is as follows:

- **Mr ATITSO Kodzovi**, Country Delegate of Côte d'Ivoire, President;
- **Mr. DEVOTSU Komi**, Vice-President Africa;
- **Mr. AMAH KPATCHA Bawubadi**, Vice President America;
- **Mr SANOUSI A. R. Kag**, Vice President Europe;
- **Mr MAGLO Komi**, Vice-President Asia-Oceania.

The second day was mainly marked by the official setting up of the HCTE. On behalf of the President of the Republic, His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, the 77 Country Delegates were officially set up by His Excellency Mr. Selom Klassou, Prime Minister, who personally presided at this solemn and important ceremony in the history of Togo. The ceremony was attended by eminent personalities including the presidents of the institutions of the Republic, members of the Government, Members of Parliament, members of the diplomatic corps, representatives of the private sector and special guests such as the President of the High Council of Malians Abroad (HCME) and the Director of Diaspora Affairs of the Ghanaian Presidency.

ACTUALITÉS



Photo de famille / Family photo

spéciaux tels que le président du Haut Conseil des Maliens de l'extérieur (HCME) et le directeur des affaires de la diaspora de la présidence ghanéenne.

Le Ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, S.E. Prof. Robert Dussey, dans son mot introductif de la cérémonie, a situé le HCTE dans sa mission de mobiliser les Togolais de la diaspora pour la cause du développement national et a exhorté les Délégués Pays à plus d'engagement pour la mère patrie afin de pouvoir relever ensemble les défis actuels du pays. Le Président du HCTE a pris la parole pour inviter ses pairs à honorer les engagements pris en se faisant élire comme Délégués pays. Il a, par ailleurs, réaffirmé la disponibilité du HCTE à exercer ses missions, en collaboration avec les représentations diplomatiques et postes consulaires du Togo, afin de mieux assurer la défense et la protection des intérêts des Togolais à l'étranger, de promouvoir le rayonnement du Togo, de mobiliser les compétences et de susciter des partenariats fructueux pour le développement harmonieux du Togo.

Dans son discours de circonstance, le Premier Ministre, a, pour sa part, salué le sens de responsabilité et de patriotisme des 77 compatriotes de la diaspora, élus Délégués Pays, qui a conduit à la réalisation de cet ambitieux projet de création du HCTE. Tout en soulignant la noble ambition du HCTE, le Premier Ministre a rappelé à l'ensemble des Délégués Pays que cette institution exige de faire preuve de dévotion, rigueur, abnégation et patriotisme pour donner un gage de responsabilité, d'écoute et de solidarité à l'ensemble des Togolais de la diaspora.

The Minister of Foreign Affairs, African Integration and Togolese Abroad, HE Prof. Robert Dussey, in his opening remarks to the ceremony, located the HCTE in its mission to mobilize Togolese of the diaspora for the cause of national development and urged the Country Delegates to more commitment to the homeland in order to be able to meet together the country's current challenges. The President of the HCTE had the floor to invite his peers to honor the commitments made by being elected as Country Delegates. He also reaffirmed the availability of his institution to carry out its missions, in collaboration with the diplomatic missions and consular posts of Togo, to better ensure the defense and protection of the interests of Togolese abroad, to promote Togo's influence, to mobilize skills and to foster fruitful partnerships for the harmonious development of Togo.

In his speech of convenience, the Prime Minister, on the other hand, hailed the sense of responsibility and patriotism of the 77 compatriots of the diaspora, elected Country Delegates, which led to the realization of this ambitious project of creation of the HCTE. While underlining the noble ambition of the HCTE, the Prime Minister reminded all the Country Delegates that this institution requires to show devotion, rigor, self-sacrifice and patriotism to give a pledge of responsibility, listening and solidarity to all Togolese of the diaspora.



Table d'honneur à l'ouverture du Forum HCTE-Reussites Diaspora / Head table at the opening of the HCTE-Diaspora Success Forum



UN AN APRÈS LE LANCEMENT OFFICIEL DES NÉGOCIATIONS ACP-UE POST-COTONOU : BILAN ET PERSPECTIVES

ONE YEAR AFTER THE OFFICIAL LAUNCH OF THE ACP-EU POST-COTONOU NEGOTIATIONS: APPRAISAL AND PROSPECTS

*Par Dr. Malemda KAMELE, Conseiller à l'Ambassade du Togo à Bruxelles
By Dr. Malemda KAMELE, Counselor at the Embassy of Togo in Brussels*

Après l'adoption du mandat de négociations ACP en mai 2018 à Lomé, le lancement officiel des négociations en vue d'un Accord ACP-UE post-Cotonou a eu lieu le 28 septembre 2018 à New York, en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Il a été suivi de l'ouverture des négociations techniques le 18 octobre 2018 à Bruxelles.

Following the adoption of the ACP negotiating mandate in May 2018 in Lomé, the official launch of negotiations for a post-Cotonou ACP-EU Agreement took place on 28 September 2018 in New York, on the sidelines of the General Assembly of the United Nations. It was followed by the opening of the technical negotiations on 18 October 2018 in Brussels.



Le ministre Dussey avec Mme Jutta Urpilainen, nouvelle négociatrice en Chef de l'UE / Minister Dussey with Ms Jutta Urpilainen, new EU Chief Negotiator

Un an après ce démarrage effectif des discussions entre les deux partenaires, un constat de satisfaction général se dégage, les deux parties étant parvenues à adopter l'ossature du futur Accord et se sont attelées à rédiger les textes qui en constituent le corps.

One year after the effective start of the discussions between the two partners, a general satisfaction report emerges, the two parties having managed to adopt the frame of the future Agreement and have begun to write the texts which constitute its body.

En décembre 2018, dans le souci d'une meilleure prise en compte des spécificités de chaque région constituant le Groupe ACP, le

In December 2018, in order to better take into account the specificities of each region constituting the ACP Group, the

ACTUALITÉS

Conseil des Ministres a amendé le mandat de négociation ACP par l'adoption d'une décision qui affirme que le futur Accord doit être un Accord de partenariat unique comportant un socle commun et trois protocoles régionaux. Cette décision est une réponse au souhait fort exprimé par le partenaire européen pour qui la prise en compte du contexte et de la spécificité de chacune des régions ACP est importante.

Ainsi, dans l'optique de bien entamer les négociations sur ces protocoles régionaux, des consultations ont eu lieu entre l'UE et les représentants des trois régions ACP. Ces consultations ont commencé dans la région du Pacifique les 25 et 26 février 2019 à Apia à Samoa. Elles se sont poursuivies avec la région des Caraïbes le 15 avril 2019 à Kingston en Jamaïque et ont pris fin avec la région Afrique le 4 mai 2019 à Ezulwini au Royaume d'Eswatini.

A l'issue de ces différentes consultations, les spécificités de chaque région, en termes de défis, de potentiels, de priorités, de cadres référentiels de développement et de partenariats avec l'extérieur, ont été identifiées et examinées. Exprimant sa satisfaction sur la portée de ces consultations, le négociateur en chef de l'UE, M. Neven MIMICA, Commissaire à la coopération internationale et au développement, a affirmé que : « Les discussions sur les partenariats régionaux nous rapprochent un peu plus de cette coopération nouvelle et renforcée que nous recherchons ». De son côté, le négociateur en chef du Groupe ACP, S.E. Prof. Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, a indiqué que : « Les consultations avec les trois régions ont été bénéfiques dans la mesure où elles ont donné une bonne idée des besoins de chaque région ».

Depuis la fin de ces consultations régionales, les discussions ACP-UE se poursuivent à deux niveaux : un niveau tous ACP qui se consacre aux travaux du socle commun et un niveau régional où les priorités spécifiques de chaque région se discutent.

Dans un souci de cohérence, les deux parties veillent à ce que les négociations sur les protocoles régionaux ne précèdent celles sur le socle commun ou n'aillent au de-delà de celui-ci.

En termes de bilan d'un an de négociations, pour ce qui est du socle commun, les deux parties ont eu quatre cycles de négociations avec des équipes techniques conjointes au niveau des Ambassadeurs ACP et des Hauts fonctionnaires UE. Ces différentes sessions ont permis de finaliser la plupart des titres constituant la partie II de l'Accord général intitulée Priorités stratégiques. Les négociateurs en chef, quant à eux, ont tenu 5 réunions dont la dernière a eu lieu le 29 septembre 2019 à New

Council of Ministers amended the ACP negotiating mandate by adopting a decision which states that the future Agreement must be a Single Partnership Agreement with a common core and three regional protocols. This decision is a response to the strong wish expressed by the European partner that taking into account the context and specificity of each ACP region is important.

Thus, with a view to successfully starting negotiations on these regional protocols, consultations have taken place between the EU and the representatives of the three ACP regions. These consultations began in the Pacific region on 25 and 26 February 2019 in Apia, Samoa. They continued with the Caribbean Region on April 15, 2019 in Kingston, Jamaica, and ended with the Africa Region on May 4, 2019 in Ezulwini, Eswatini Kingdom. As a result of these different consultations, the specificities of each region, in terms of challenges, potentials, priorities, development frameworks and external partnerships, were identified and examined. Expressing satisfaction with the scope of these consultations, the EU's chief negotiator, Neven MIMICA, Commissioner for International Cooperation and Development, said: «The discussions on regional partnerships bring us a little closer to this. new and enhanced cooperation that we are seeking ». For his part, the chief negotiator of the ACP Group, Prof. S.E. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, African Integration and Togolese Abroad, said: «The consultations with the three regions have been beneficial in that they have given a good idea of the needs of each region. «

Since the end of these regional consultations, ACP-EU discussions have continued at two levels: an all-ACP level devoted to the work of the Common Core and a regional level where the specific priorities of each region are discussed.

For the sake of consistency, both parties ensure that negotiations on regional protocols do not precede those on the Common Core or go beyond it.

In terms of a year-long record of negotiations, in terms of common ground, both sides had four rounds of negotiations with joint technical teams at the level of ACP Ambassadors and EU Senior Officials. These sessions finalized most of the titles in Part II of the General Agreement entitled Strategic Priorities. Chief negotiators held 5 meetings, the most recent of which took place on 29 September 2019 in New York, and validated the various texts and provided guidance on the way forward on blocking points.

The texts on the other parts, namely the preamble (I), global alliances and international cooperation (III), development

ACTUALITÉS

York et a permis de valider les différents textes et de donner des orientations sur la marche à suivre concernant les points de blocage . Les textes sur les autres parties, à savoir le préambule (I), les alliances mondiales et coopération internationale (III), la coopération au développement et moyens de mise en œuvre (IV), le cadre institutionnel (V) et les dispositions finales (VI) sont en étude au niveau des équipes techniques de négociations. Celles-ci s'activent pour que toutes ces parties puissent faire l'objet d'un consensus au niveau technique afin d'être soumises à l'approbation des négociateurs en chef lors de leur prochaine réunion.

S'agissant des protocoles régionaux , les résultats sont également encourageants. Leur structure ayant été déjà approuvée, les équipes techniques s'attèlent à rédiger les textes qui devront en meubler les différentes parties .

Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement ACP, qui s'est tenu à Nairobi les 9 et 10 décembre 2019, a permis, aux dirigeants ACP de prendre note de l'état d'avancement des négociations et d'approuver les résultats des discussions qui ont déjà eu lieu avec la partie européenne sur le futur Accord.

Comme on peut le remarquer, un an après le lancement des négociations ACP-UE post 2020, les discussions avancent dans la sérénité et surtout dans la recherche et la défense des intérêts de chaque partenaire. Toutefois, il devient probable que ces négociations ne s'achèveront avant le 29 février 2020, date d'expiration de l'Accord en cours. Déjà, le 23 mai 2019, le Conseil des Ministres conjoint ACP-UE, mesurant la complexité de la tâche, avait délégué ses pouvoirs au Comité conjoint des Ambassadeurs en vue d'adopter toutes mesures transitoires requises qui éviteraient une interruption du partenariat ou un vide juridique, au cas où les négociations n'arriveraient pas à terme en temps voulu. Les discussions sur ces mesures transitoires se poursuivent également entre les deux parties.

Le moins que l'on puisse dire pour l'instant est que les deux parties s'accordent sur une seule prorogation de l'Accord de Cotonou avec pour date limite le 31 décembre 2020. Elles devront donc tout mettre en œuvre pour progresser le plus rapidement possible afin que le paraphe du nouvel Accord puisse intervenir au plus tard en fin mars 2020 ; ce qui permettrait aux deux parties de disposer de suffisamment de temps pour apprêter le nouvel Accord en vue de sa signature prévue à Apia (Samoa).

cooperation and means of implementation (IV), the institutional framework (V), and the final provisions (VI) are being studied by the technical negotiating teams. They are working to ensure that all of these parties can be technically agreed upon for approval by the chief negotiators at their next meeting.

With regard to regional protocols, the results are also encouraging. Their structure having already been approved, the technical teams are working on drafting the texts that will have to furnish their different parts.

The Summit of ACP Heads of State and Government, to be held in Nairobi on 9 and 10 December 2019, will no doubt allow ACP leaders to take note of the state of play of the negotiations and approve the results of the discussions that have already taken place with the European side on the future Agreement.

As can be seen, one year after the launch of the post-2020 ACP-EU negotiations, the discussions are proceeding in a calm atmosphere and especially in the research and defense of the interests of each partner. However, it becomes probable that these negotiations will not take place and be complete by 29 February 2020, expiry date of the current Agreement. Already, on 23 May 2019, the ACP-EU Joint Council of Ministers, measuring the complexity of the task, had delegated its powers to the Joint Committee of Ambassadors with a view to adopting any transitional measures required which would avoid a break in the partnership or a legal vacuum if the negotiations do not come to an end in time. Discussions on these transitional measures are also continuing between the two parties.

The least that can be said for the moment is that the two sides agree on a single extension of the Cotonou Agreement with a deadline of 31 December 2020. They must therefore make every effort to make the most progress quickly so that the initialling of the new Agreement can take place by the end of March 2020 at the latest. This would allow both parties sufficient time to prepare the new Agreement for its planned signing in Apia, Samoa.





SOCHI 2019
23-24 OCTOBER

Copyright : Emmanuel PITA



Leurs Excellences Faure Gnassingbé et Vladimir Poutine / Their Excellencies Faure Gnassingbé and Vladimir Poutine

LA RUSSIE ET L'AFRIQUE ENSEMBLE POUR UN NOUVEL ESSOR DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES

RUSSIA AND AFRICA TOGETHER FOR A NEW BOOM IN ECONOMIC AND TRADE RELATIONS

*Par Monsieur EFAVI Deo Gratias, Chef de la division de la coopération militaire bilatérale, des demandes de survol et d'escale maritime
By Mr EFAVI Deo Gratias, Head of the Division in charge of bilateral military cooperation, overflight and sea Stopover requests*

Sotchi s'est revêtu des couleurs africaines durant 48 heures pour donner un nouvel élan aux relations entre le continent africain et la Russie. C'était l'objectif ambitieux du Sommet Russie-Afrique organisé à Sochi les 23 et 24 octobre 2019, au parc de la science et de l'art Sirius, sur le thème « Pour la paix, la sécurité et le développement ».

En organisant ce 1^{er} sommet, coprésidé par le Président Vladimir Poutine et son homologue égyptien, Abdel Fattah Al-sissi, Président en exercice de l'Union Africaine, la Russie ambitionne de renforcer ses liens politiques et économiques avec les pays africains et de nouer des partenariats stratégiques mutuellement bénéfiques.

Le Président de la République Togolaise, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbe était présent aux côtés de ses pairs africains à ce sommet Russie-Afrique, suivi d'un forum économique au cours duquel il a exposé les potentialités et les atouts du Togo et noué des partenariats avec le secteur privé

Sochi donned African colors for 48 hours to give new impetus to relations between the African continent and Russia. This was the ambitious goal of the Russia-Africa Summit held in Sochi on 23rd and 24th October 2019, at the Sirius Science and Art Park, on the theme «For Peace, Security and Development».

By organizing this first summit, co-chaired by President Vladimir Putin and his Egyptian counterpart, Abdel Fattah Al-sissi, current President of the African Union, Russia aims to strengthen its political and economic ties with African countries and to establish mutually beneficial strategic partnerships.

The President of the Togolese Republic, HE Faure Essozimna Gnassingbe was present, alongside his African peers, at the Russia-Africa Summit, followed by an economic forum during which he exposed the potentialities and assets of Togo and established partnerships with the Russian private sector in various projects of the National Development Plan (NDP).



russe sur différents projets du Plan national de développement (PND). Ce grand rendez-vous marque la volonté partagée de la Russie et de l'Afrique de porter cette coopération à un niveau supérieur, en répondant aux défis du XXI^e siècle à un moment où l'échange de produits technologiques, la création et le commerce mondial de services et de compétences gagnent en importance.

En vue de relever au mieux ces défis, des délégations officielles de pays africains et des représentants d'entreprises ont exprimé un grand intérêt pour le développement, l'approfondissement et l'intensification de la coopération entre la Russie et l'Afrique.

Déjà à l'ouverture du Sommet, le Président Vladimir Poutine a réaffirmé la nécessité d'intensifier le volume des échanges entre la Russie et l'Afrique devant plus de 40 chefs d'Etat africains et des centaines de participants. « Au cours des cinq dernières années, les échanges entre la Russie et les pays africains ont presque doublé pour dépasser 20 milliards de dollar (...), c'est trop peu (...) Parmi ces 20 milliards de dollars, 7,7 milliards de dollars représentent notre commerce avec l'Egypte, c'est presque 40%. Mais il y a beaucoup de partenaires très prometteurs dans le reste de l'Afrique, avec un grand potentiel de croissance ». a affirmé le président russe.

20 milliards de dollars, c'est bien moins qu'à l'époque soviétique, où la présence russe était plus remarquable sur le continent. Moscou s'y était taillé une place de choix par son soutien aux luttes pour les décolonisations.

La Russie envisage donc de doubler les échanges avec l'Afrique dans les cinq prochaines années. Cette annonce faite par le président russe résume les ambitions de son pays en direction d'un continent aux immenses potentialités. Et pour y parvenir, le pays veut non seulement miser sur son expertise militaire, mais aussi privilégier le dialogue et la réciprocité.

This major event marks the shared will of Russia and Africa to bring this cooperation to a higher level, responding to the challenges of the 21st century at a time when the exchange of technological products, creation and global trade knowledge and skills are gaining importance.

In order to better meet these challenges, official delegations from African countries and business representatives have expressed great interest in the future development of relations, deepening and intensifying cooperation between Russia and Africa. .

Right at the opening of the Summit, Vladimir Putin reaffirmed the need to increase the volume of trade between Russia and Africa in front of more than 40 African heads of state and thousands of participants. «In the last five years, trade between Russia and African countries has almost doubled to exceed \$ 20 billion (...), it is too little (...) Of these \$ 20 billion, 7.7 billions of dollars represent our trade with Egypt, it's almost 40%. But there are many very promising partners in the rest of Africa, with great potential for growth, «said the Russian president.

\$ 20 billion is much less than in the Soviet era, when Russian influence spread across the continent. Moscow had carved out a place of choice for its support for the struggles for decolonization. Russia is therefore planning to double trade with Africa in the next five years. This announcement made by the Russian President in his inaugural address, summarizes the ambitions of his country towards a continent with enormous potential.

With this Summit, Russia now wants to position itself as a privileged partner, on a continent where, so far, Chinese and Western are several steps ahead. And to get there, the country wants to not only rely on its military expertise, but also privilege dialogue and reciprocity.



Photo de famille / Family photo

POUR UNE RELATION COMMERCIALE ÉQUITABLE

«La signification historique des événements Russie-Afrique est claire pour de nombreuses générations de personnes qui ont vécu l'URSS. La Russie moderne, qui a déjà une expérience réussie de coopération avec les pays africains à son actif, est prête à faire au continent africain une offre qui garantira un partenariat mutuellement bénéfique et la réalisation commune du potentiel accumulé, au cours de décennies, de laborieux travaux de plusieurs générations de peuples soviétiques et russes », a déclaré Anton Kobyakov, Conseiller du président de la Fédération de Russie et secrétaire exécutif du comité d'organisation.

Si la Russie peut apporter beaucoup au continent, le pays ne se positionne pas en sauveur, mais en partenaire d'affaires gagnant-gagnant. Pour le vice-ministre Russe de l'Énergie, Pavel Sorokin, Moscou a aussi besoin de l'Afrique. «Il s'agit essentiellement d'une coopération équitable entre les deux parties. Ça nous donne la possibilité de trouver de nouvelles technologies, de les partager. Le bilan de nos entreprises montre que nous partageons notre technologie, que nous sommes prêts à partager la culture, que nous sommes prêts à accueillir la culture de nos partenaires afin de grandir ensemble.»

Du reste, la raison stratégique expliquant le choix du marché africain par les partenaires russes réside dans la variété des atouts qu'il leur offre. Les pays africains subissent actuellement une série de transformations touchant l'infrastructure et la sphère numérique qui visent à améliorer la qualité de vie des populations.

C'est d'ailleurs ce qui justifie l'organisation des discussions en trois piliers thématiques: « Forger des liens économiques »; « Créer des projets communs » et « Collaborer dans le secteur

FOR A FAIR BUSINESS RELATIONSHIP

«The historical significance of Russia-Africa events is clear to many generations of people who have lived in the USSR. Modern Russia, which already has a successful experience of co-operation with African countries, is ready to make an offer to the African continent that will guarantee a mutually beneficial partnership and the common realization of the accumulated potential, over decades, of hard-working work of several generations of Soviet and Russian peoples, » said Anton Kobyakov, Advisor to the President of the Russian Federation and Executive Secretary of the Organizing Committee.

While Russia can bring a lot to the continent, the country is not a savior, but a win-win business partner. For Russian Deputy Minister of Energy Pavel Sorokin, Moscow also needs Africa. «This is essentially a fair cooperation between the two parties, it gives us the opportunity to find new technologies, to share them. The balance sheet of our companies shows that we share our technology, that we are ready to share the culture, that we are ready to welcome the culture of our partners in order to grow together. »

That said, the strategic reason for the choice of the African market by Russian partners lies in the variety of assets it offers them. African countries are currently undergoing a series of transformations in infrastructure and the digital sphere to improve the quality of life of the people who make up this wonderful continent.

This is what justifies the organization of discussions in three thematic pillars: «Forging economic links»; «Create joint projects» and «Collaborate in the humanitarian and social sector».

ACTUALITÉS

humanitaire et social ».

A l'issue de ces discussions, 92 accords, contrats et protocoles d'accord, représentant une valeur totale supérieure à 1 000 milliards de roubles, soit 15.55 milliards de dollars US, ont été signés.

LES ACCORDS CLÉS

Un mémorandum d'entente entre le gouvernement de la Fédération de Russie et l'Union africaine sur les principes fondamentaux des relations et de la coopération a été adopté de même qu'un protocole d'accord sur la coopération économique entre la Commission économique eurasienne et l'Union africaine.

Dans le domaine du commerce extérieur, on note la signature par Sberbank, le Centre d'exportation russe, VEB.RF et la société d'investissement Gemcorp Capital LLP d'un accord-cadre portant sur la création d'un mécanisme de financement du commerce entre la Russie et les pays africains. Cet accord est conçu pour développer la coopération avec les pays africains à travers l'organisation de mécanismes de crédit pour des projets conjoints de commerce extérieur et créer des opportunités pour augmenter les volumes d'exportation de la Russie grâce à un soutien financier pour la fourniture de produits russes au continent africain.

Même si le continent a besoin de renforcer ses liens politiques et économiques avec d'autres pays, et nouer des partenariats stratégiques, il ne doit pas perdre de vue que le plus important c'est de compter sur lui-même pour répondre efficacement aux aspirations profondes des peuples africains.

L'un des principaux défis dans la coopération russo-africaine, peut-être même le plus important défi à ce stade, est l'information et l'opportunité pour les deux parties de mieux se connaître pour se départir, dans la mesure du possible, de tous les préjugés. S'il n'y a pas d'échange d'informations, il n'y aura pas de coopération mutuellement bénéfique. Il est crucial que les idées concernant les affaires avec chaque partenaire soient traduites du plan théorique au plan pratique.

As a result of these discussions, 92 agreements, contracts and memoranda of understanding, representing a total value of more than 1 trillion rubles (US \$ 15.55 billion) have been signed.

KEY AGREEMENTS

A Memorandum of Understanding between the Government of the Russian Federation and the African Union on the Fundamental Principles of Relations and Cooperation was adopted, as well as a Memorandum of Understanding on Economic Cooperation between the Eurasian Economic Commission and the African Union.

In the field of foreign trade, Sberbank, the Russian Export Center, VEB.RF and investment firm Gemcorp Capital LLP have signed a framework agreement for the creation of a financial mechanism for trade between Russia and African countries. This agreement, it should be emphasized, is designed to develop cooperation with African countries through the organization of credit mechanisms for joint foreign trade projects and open up opportunities to increase Russia's export volumes through financial support for the supply of Russian products to the African continent.

While the continent needs to strengthen its political and economic ties with other countries, and forge strategic partnerships, it must not be forgotten that the most important thing is to rely on itself to respond effectively to African peoples' aspirations.

Little is known about modern Russia, the market conditions or skills that Russian companies possess today. One of the main challenges, perhaps even the most important at this stage, is information and the opportunity to get to know each other better. If there is no exchange of information, there will be no mutually beneficial cooperation. It is crucial that business ideas with each partner be translated from the theoretical to the practical plan. 🚀



AIRFRANCE

FRANCE IS IN THE AIR

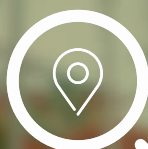


© AIR

AIRFRANCE_KLM **AIRFRANCE.TG**

Avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

DES MILLIERS
DE POINTS DE
TRANSACTIONS
PROCHES DE VOUS



ACHETER DU
CRÉDIT MOBILE
SANS DIFFICULTÉ



TRÈS FACILE
À UTILISER
ET TRÈS
SÉCURISÉ



IL N'Y EN A
QUE POUR
VOUS

POUR VOS
ACHATS EN
LIGNE ET EN
MAGASINS



OUVERTURE
DE COMPTE
RAPIDE



POUR PAYER VOS
REPAS, VOS BILLETS
D'AVION, VOS
FRAIS D'HÔTEL ET
BIEN D'AUTRES
DÉPENSES



PRATIQUE • ACCESSIBLE • FIABLE

Profitez du service digital de Ecobank
plus simple, plus sécurisé et plus futé



Envoyez – achetez – payez
avec votre mobile



La banque plus simple,
plus proche de vous



Ouvrez un compte en un
instant sur votre mobile



Retirez de l'argent aux
GAB avec votre mobile



Envoyez de l'argent
dans 33 pays africains



De nouvelles façons de payer,
plus de possibilités



Le portail africain
pour l'entreprise



Des services de banque en ligne
simplifiés pour les entreprises



Ecobank Online

La banque en ligne plus pratique
et plus sécurisée que jamais



TPE

Disponibles dans des millions
de commerces



Cartes

Des options de débit et
de crédit pratiques



GAB

+ de 2665 à ce jour,
en Afrique

ecobank.com



Ecobank
La Banque Panafricaine